

**Les programmes du secteur
SCIENCE POLITIQUE, SOCIOLOGIE
ET SCIENCES SOCIALES,
ANTHROPOLOGIE ET ETHNOLOGIE,
SCIENCES DU LOISIR, ÉTUDES
FÉMINISTES, ET ÉTUDES
ETHNIQUES ET CULTURELLES**

Mise à jour des données sur les programmes et
suivi des recommandations de la Commission
des universités sur les programmes

Rapport n° 5, préparé par le Comité de suivi
sur les programmes à l'intention du Comité des
affaires académiques
Juin 2002



CREPUQ
CONFÉRENCE DES RECTEURS
ET DES PRINCIPAUX
DES UNIVERSITÉS DU QUÉBEC

Table des matières

Introduction	1
Chapitre 1 Mise à jour des données	3
1.1 Évolution de la programmation et des effectifs	3
Les programmes en science politique	4
Les programmes en sociologie et en sciences sociales.....	5
Les programmes en anthropologie et en ethnologie	5
Les programmes en sciences du loisir.....	6
Les programmes en études féministes.....	6
Les programmes en études ethniques et culturelles.....	6
1.2 Données sur les unités académiques.....	16
Chapitre 2 Suivi des recommandations de la CUP	17
Rec. 1 : Poursuite du décloisonnement des programmes en sciences sociales.....	17
Rec. 2 : d'activités de formation dans d'autres secteurs	18
Rec. 3 : Examen des facteurs de diplomation et causes d'abandon dans les baccalauréats	19
Rec. 4 Soutien financier minimum aux étudiants inscrits aux cycles supérieurs.....	20
Rec. 5 : Valorisation du potentiel des diplômés en sciences sociales et transfert des compétences dans le marché de l'emploi.....	21
Rec. 6 : Facilitation des mécanismes d'échanges interuniversitaires d'étudiants.....	22
Rec. 7 : Facilitation des mécanismes d'échanges interuniversitaires de professeurs.....	23
Rec. 8 : Constitution de comités favorisant la concertation interuniversitaire	23
Rec. 9 : Baisse des effectifs étudiants dans les certificats	24
Rec. 10 Répartition de la perspective féministe et maîtrise interuniversitaire.....	24
Chapitre 3 Bilan de la situation depuis les travaux de la CUP	27
3.1 L'après-CUP : réformes et décloisonnement des programmes du secteur.....	27
3.2 Une contribution significative aux programmes multidisciplinaires ou d'autres disciplines	27
3.3 L'après-CUP : des programmes aux dimensions nouvelles.....	28
Annexe I Mandat du Comité de suivi sur les programmes et des groupes de travail (abrégé)	31
Annexe II Listes des membres du Comité de suivi sur les programmes et du Groupe de travail	35
Annexe III Tableaux sur les effectifs étudiants, les crédits-étudiants, le corps professoral et le financement de la recherche dans le grand secteur des sciences sociales	37

Introduction

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a résolu en novembre 2000 de donner suite à trois recommandations du rapport final de la Commission des universités sur les programmes (CUP), soit la mise à jour des données sur les programmes, le suivi des recommandations des rapports sectoriels de la Commission et un bilan de la situation des programmes. Le mandat de piloter cette opération a été confié au Comité des affaires académiques de la CREPUQ.

À cette fin, des groupes de travail sont mis sur pied dans chacun des secteurs ou regroupements disciplinaires, à l'image des sous-commissions qui avaient été formées dans le cadre des travaux de la CUP; les établissements universitaires qui offrent des programmes de grade dans un secteur donné désignent leur représentant au Groupe de travail correspondant. La supervision du travail est assurée par le Comité de suivi sur les programmes (CSP), composé d'universitaires à la retraite provenant de disciplines et d'établissements différents, qui connaissent bien le système universitaire et jouissent d'une bonne crédibilité auprès de la communauté. Chaque Groupe de travail tient deux réunions – ou trois, à titre exceptionnel – et produit un rapport à l'intention du Comité des affaires académiques. Le mandat plus détaillé du Comité de suivi sur les programmes et des groupes de travail est présenté en annexe I.

Plusieurs recommandations contenues dans les rapports sectoriels de la Commission faisaient état de rapports de suivi à présenter à la CUP ou à une sous-commission à des dates précises dans le passé. Dans la presque totalité des cas, ces présentations n'ont pas eu lieu. Par ailleurs, dès les premières délibérations des groupes de travail, on a noté le manque de précision de bon nombre de recommandations quant à l'identification des responsables des initiatives à prendre.

Quant au secteur **SCIENCE POLITIQUE, SOCIOLOGIE ET SCIENCES SOCIALES, ANTHROPOLOGIE ET ETHNOLOGIE, SCIENCES DU LOISIR, ÉTUDES FÉMINISTES, ET ÉTUDES ETHNIQUES ET CULTURELLES**, comme pour tous les autres regroupements multidisciplinaires, un seul représentant par établissement est délégué, ce qui fait que les disciplines ne sont pas toutes spécifiquement représentées. La liste des membres du Groupe de travail est jointe en annexe II.

Il est à noter que la criminologie, traitée dans le rapport sectoriel n° 23 de la CUP, a été déplacée, dans le cadre des présents travaux du CSP, dans le secteur sur les programmes en psychologie, en psychoéducation, en sexologie, en travail social et en animation sociale et culturelle (Groupe n° 9 du CSP). Par ailleurs, l'appellation du secteur a été revue, de manière à mieux refléter l'ensemble des domaines : les sciences sociales remplacent les disciplines apparentées et les sciences du loisir, la récréologie; l'ethnologie figure désormais avec l'anthropologie, auxquelles s'ajoutent les études culturelles et ethniques.

Considérations méthodologiques

Le nouvel inventaire des programmes tient compte de tout changement, retrait ou ajout depuis la publication du rapport sectoriel de la CUP (**dans le cas présent, le rapport n° 23 ; paru en février 2000**). La programmation a été mise à jour et vérifiée à partir des sites Web et des annuaires des établissements et des informations fournies par les représentants du Groupe de travail. Certains documents ont également été consultés, tels que les réactions officielles de certains établissements aux recommandations de la CUP et les contrats de performance. On rappelle que les contrats indiquent, par grand secteur

disciplinaire, des engagements de la part des universités dans le dessein, entre autres, d'augmenter les taux de diplomation.

Les données les plus récentes et les plus pertinentes sur les programmes sont recueillies à même deux sources. Généralement, les données sur les inscriptions, nouvelles inscriptions et diplômés proviennent du système de recensement des clientèles universitaires (RECU) du ministère de l'Éducation (MEQ). Les inscriptions (ou effectifs) sont celles des sessions d'automne. Les nouvelles inscriptions et les diplômés représentent les totaux de l'année civile. Toutes les autres informations proviennent des bureaux de recherche institutionnelle des établissements ou leur équivalent. Autant que possible, les données présentées et la manière dont elles le sont reflètent celles des rapports sectoriels de la CUP qui constituent le point de départ obligé des travaux, exception faite de la numérotation des tableaux et de certaines règles de dénombrement des programmes. Certaines informations peuvent avoir été enlevées ou ajoutées selon leur pertinence en lien avec le présent exercice. Dans le cas des données sur les taux de diplomation et les taux de placement, elles n'ont pu être mises à jour en raison de l'absence d'études plus récentes. Enfin, quelques données apparaissant dans les tableaux des rapports sectoriels ont été corrigées pour diverses raisons mentionnées au chapitre 1*.

* L'usage du masculin n'est employé que pour alléger la lecture du présent rapport.

Chapitre 1

Mise à jour des données

Dans les pages qui suivent, on trouvera un portrait mis à jour à l'automne 2001 de l'offre de programmes dans le secteur SCIENCE POLITIQUE, SOCIOLOGIE ET SCIENCES SOCIALES, ANTHROPOLOGIE ET ETHNOLOGIE, SCIENCES DU LOISIR, ÉTUDES FÉMINISTES, ET ÉTUDES ETHNIQUES ET CULTURELLES, qui n'a subi que quelques modifications depuis la publication récente du rapport sectoriel de la Commission des universités sur les programmes (CUP) en février 2000.

Il faut noter d'emblée que, par souci d'uniformité avec les autres rapports produits dans le cadre des travaux du Comité de suivi sur les programmes (CSP), certaines règles de dénombrement de l'inventaire de la CUP ont dû être revues. Dans la présente mise à jour de l'offre de programmes du secteur, les programmes bidisciplinaires sont comptés dans les deux disciplines. Par ailleurs, les microprogrammes de premier et de deuxième cycles ne sont plus comptabilisés. Lorsqu'il est possible de s'inscrire à une majeure pour obtenir un diplôme dans un programme de grade de baccalauréat, un losange l'indique dans le tableau et cette composante est comptabilisée comme un baccalauréat. En ce qui concerne les programmes de premier cycle des établissements anglophones et francophones, ils sont désormais présentés dans une seule et même catégorie, intitulée baccalauréat. Enfin, il est à noter que la numérotation des notes infrapaginales accompagnant les tableaux de l'offre de programmes a été modifiée, afin d'en faciliter la lecture.

Le tableau 1 présente une liste de tous les programmes offerts dans le grand secteur des sciences sociales. Les tableaux 1.1 à 1.6 donnent un portrait détaillé de l'offre de programmes pour chacune des six catégories disciplinaires. Le tableau 2 permet de cerner les changements qui se sont produits dans la programmation de chaque établissement universitaire, entre l'automne 1999 et l'automne 2001.

On trouve également en annexe III les données les plus récentes sur les effectifs étudiants (tableaux 3 à 13), sur le nombre de crédits-étudiants à l'automne 2000 (tableau 14), ainsi que sur le corps professoral de l'année 2000 (tableau 15) et sur le financement de la recherche pour deux récentes années académiques, soit 1998-1999 et 1999-2000 (tableau 16). Les données sur les crédits étudiants, sur les charges de cours et sur le financement de la recherche doivent être interprétées avec circonspection, la collecte de ces données ayant pu être faite selon différents critères d'un établissement à l'autre.

1.1 Évolution de la programmation et des effectifs

• Les programmes en science politique

Comme l'indique le tableau 1.1, l'offre de programmes en science politique est demeurée stable depuis la fin des travaux de la Commission des universités sur les programmes (CUP). On rappelle toutefois que la publication du rapport sectoriel est récente et que plusieurs programmes venaient tout juste d'être mis sur pied au moment où l'inventaire du rapport sectoriel de la CUP a été réalisé. C'est le cas notamment du baccalauréat en études internationales de l'Université de Montréal qui, en vigueur depuis l'automne 1999, avait déjà été répertorié dans le rapport.

À l'automne 2001, un seul nouveau programme est offert : il s'agit du baccalauréat multidisciplinaire en études internationales et langues modernes de l'Université Laval,

implanté en l'an 2000 et qui comprend notamment un volet politique et un volet développement et tiers-monde (anthropologie et sociologie).

Par ailleurs, comme l'indique le tableau 2, la mineure en science politique de l'Université du Québec à Chicoutimi est également offerte sous la forme de certificat, permettant ainsi d'attirer une clientèle adulte. Il s'agit d'un mode d'accueil qui était souhaité depuis longtemps dans la région de Chicoutimi. Une autre nouveauté concerne l'offre, depuis l'automne 2000, d'une concentration en politique internationale-droit international dans la maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal.

En ce qui concerne les données relatives aux effectifs étudiants (inscriptions, nouvelles inscriptions et diplômés), certaines corrections ont été apportées aux données présentées dans le rapport de la CUP. Les données concernant tous les programmes de mineures et de majeures de l'Université de Montréal provenant du système de recensement des effectifs étudiants (RECU) du MEQ ont été revues pour les années 1986 à 1996, car elles étaient erronées. Dans le cadre du présent rapport, les données ont été fournies par les responsables de l'établissement.

Le tableau 3 indique que les effectifs totaux des programmes de baccalauréat (incluant également ceux des majeures) sont en hausse entre 1998 et 2000. Cette augmentation s'explique notamment par le fait que sont inclus, depuis l'automne 2000, les effectifs du baccalauréat intégré en études internationales et langues modernes de l'Université Laval, ainsi que les effectifs des baccalauréats bidisciplinaires en science politique et communication et en science politique et économie (en vigueur depuis l'automne 1997) de l'Université de Montréal, de même que ceux du baccalauréat en études internationales offert par le même établissement depuis l'automne 1999.

Par ailleurs, comme l'indique le tableau 4, les effectifs totaux des programmes de maîtrise sont en hausse, tandis que ceux des programmes de doctorat se maintiennent entre l'automne 1998 et l'automne 2000.

- **Les programmes en sociologie et en sciences sociales**

Le tableau 1.2 offre un portrait détaillé des changements survenus depuis 1999 dans la programmation en sociologie, en sciences sociales, en études régionales et développement régional, en relations humaines et en études sociales des sciences, de la technologie et de la médecine.

Comme l'indique le tableau 2, le *Divisional Major in Social Sciences* de l'Université Bishop's a été comptabilisé par erreur dans l'inventaire de la CUP, car il s'agit d'un programme servant de porte d'entrée pour certains étudiants qui n'ont pas encore fait leur choix de programme. Cette majeure ne compte aucun diplômé, puisque les étudiants qui y sont admis obtiennent généralement un diplôme dans le baccalauréat en psychologie, en sociologie ou en science politique. À l'Université Concordia, les trois programmes de *Science and Human Affairs* sont en suspension d'admissions.

De la même manière qu'en science politique, la mineure en sociologie de l'Université du Québec à Chicoutimi est désormais offerte aussi sous la forme de certificat. À l'Université du Québec à Rimouski, le baccalauréat de sociologie a été révisé et porte un nouveau libellé, soit le baccalauréat en développement social et analyse des problèmes sociaux. Il s'agit d'un programme de sociologie appliquée, qui est axé sur le développement social et se veut davantage « professionnalisant ». De plus, le Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski participe à un nouveau diplôme d'études supérieures

spécialisées en administration publique régionale (DESS-APR), qui est issu d'un accord entre l'UQAR et l'École nationale d'administration publique (ENAP).

Quant aux données sur les effectifs des programmes de sociologie et de sciences sociales, les tableaux 5, 6 et 7 montrent que la décroissance globale des effectifs étudiants demeure une réalité. Le tableau 5 indique, en effet, que les effectifs totaux des mineures ou certificats ont atteint leur plus bas niveau durant l'année 2000. Les nouvelles inscriptions totales sont également en déclin constant entre 1992 et 2000.

De façon globale, les inscriptions et les nouvelles inscriptions dans les baccalauréats en sociologie ont aussi subi une baisse continue entre 1998 et 2000, dans tous les établissements, sauf à l'Université Concordia. Par contre, les baccalauréats en sciences sociales, qui étaient également touchés par une décroissance des effectifs entre 1995 et 1998, ont enregistré une hausse entre 1998 et 2000 (tableau 6). Cette croissance des effectifs s'explique principalement par la fréquentation accrue dans les programmes de *Specialization* et de *Major in Human Relations* de l'Université Concordia.

On observe, au tableau 7, que les effectifs totaux des programmes de cycles supérieurs en sociologie se sont relativement maintenus à la maîtrise et qu'ils ont diminué au doctorat. En ce qui concerne les études régionales et le développement régional, on note une légère baisse des inscriptions totales entre 1998 et 2000 dans les programmes de maîtrise, mais une légère hausse dans ceux de doctorat.

- **Les programmes en anthropologie et en ethnologie**

Comme l'indique le tableau 1.3, peu de changements sont survenus dans la programmation en anthropologie et en ethnologie. L'Université Laval demeure le seul établissement québécois à offrir une programmation complète en ethnologie aux trois cycles, à la nuance près que le baccalauréat spécialisé en ethnologie du Québec a été remplacé par un nouveau baccalauréat *intégré* en anthropologie et en ethnologie. Le tableau 2 fait état des programmes de mineures en anthropologie de l'Université McGill et de l'Université Bishop's qui avaient été omis du rapport de la CUP.

Les données sur les effectifs étudiants publiées dans le rapport de la CUP indiquaient un déclin de la fréquentation des certificats en anthropologie. La présente mise à jour (tableau 8) inclut les effectifs du programme de *Communication and Cultural Studies Minor* de l'Université Bishop's et présente les données corrigées de la mineure en anthropologie de l'Université de Montréal. À la lumière de ces corrections, on observe désormais une baisse moins importante pour la période allant de 1992 à 1998 et une légère hausse des effectifs entre 1998 et 2000.

Dans le rapport de la CUP, on avait constaté qu'en 1998, et pour la première fois depuis 1986, les inscriptions totales au baccalauréat en anthropologie n'étaient pas en hausse. Comme l'indique l'évolution récente des inscriptions totales et des nouvelles inscriptions totales, elles sont maintenant en baisse. Par contre, le nombre de diplômés est en augmentation. Aux cycles supérieurs, on note un déclin des inscriptions totales entre 1998 et 2000 dans les programmes de maîtrise que de doctorat.

En ethnologie (tableau 9), les effectifs enregistrent une baisse récente dans les programmes de baccalauréat et de doctorat.

- **Les programmes en science du loisir**

À l'Université du Québec à Trois-Rivières, sous l'impulsion des travaux de la CUP et d'une baisse des effectifs étudiants, le baccalauréat en récréologie a été revu et a reçu une nouvelle appellation : le baccalauréat en loisir, culture et tourisme dans lequel le champ socioculturel est désormais présent. La formation théorique, auparavant étalée sur trois ans, a été condensée en une année et demie, de manière à faciliter la poursuite du stage rémunéré de huit mois. Les concentrations du programme ont été revues, de sorte que jusqu'à 18 crédits peuvent être obtenus dans divers champs de spécialisation. Depuis la révision du programme de baccalauréat en récréologie, la diplomation et le placement seraient meilleurs.

Les effectifs des deux certificats en récréologie de l'Université Concordia et de l'Université de Montréal, qui ont été abandonnés (voir tableau 2), ne sont plus présentés dans le tableau 10. Par ailleurs, la baisse des inscriptions totales au baccalauréat en science du loisir se poursuit entre 1998 et 2000. Par contre, les effectifs de la maîtrise en loisir, culture et société de l'Université du Québec à Trois-Rivières se maintiennent entre 1998 et 2000.

- **Les programmes en études féministes**

Comme on peut le constater au tableau 1.5, aucun changement majeur n'est à signaler dans l'offre de programme en études féministes.

En ce qui concerne les effectifs étudiants (tableau 11), il faut rappeler d'emblée que la variation des inscriptions et des nouvelles inscriptions totales s'évalue difficilement, d'abord parce qu'il y a peu de programmes menant à un grade spécifique dans ce domaine et, ensuite, parce que la présente mise à jour n'inclut pas – à l'instar du rapport de la CUP – les effectifs étudiants des concentrations de premier cycle et de second cycle en études féministes de l'Université du Québec à Montréal. En outre, il faut noter que le nombre d'inscriptions demeure petit.

- **Les programmes en études ethniques et culturelles**

En ce qui a trait aux études ethniques et culturelles, les trois baccalauréats bidisciplinaires de l'Université de Montréal présentant une composante en études est-asiatiques, en vigueur depuis l'automne 1999, n'avaient pas été répertoriés dans l'annexe 4.14 du rapport de la CUP. Il est à noter que ces programmes sont également traités dans le secteur des études littéraires, langues et littératures modernes et études anciennes et que deux d'entre eux seront également traités dans le secteur Histoire, géographie, démographie, etc. Par ailleurs, le tableau 2 présente les autres omissions du rapport de la CUP.

La mise à jour des effectifs étudiants (tableau 12) inclut ceux du mineur en études latino-américaines et du mineur en études est-asiatiques de l'Université de Montréal, qui avaient été omis dans l'annexe 4.14 du rapport. Le certificat en études africaines de l'Université Laval, qui est en suspension d'admissions, ne compte plus de nouvelles inscriptions depuis l'automne 1999.

Les effectifs étudiants de plusieurs baccalauréats et majeures en études ethniques et culturelles (tableau 13) sont ajoutés à ceux qui sont présentés dans le rapport de la CUP. C'est le cas des effectifs des programmes d'études québécoises, d'études canadiennes et des *Humanistic Studies* de l'Université McGill, qui avaient été omis du rapport. Par ailleurs, les

effectifs des baccalauréats bidisciplinaires de l'Université de Montréal, en vigueur depuis 1999, sont aussi comptabilisés.

En ce qui concerne l'évolution récente des effectifs étudiants en études ethniques et culturelles, une des remarques générales formulées au temps des travaux de la CUP prévaut encore : les programmes de ce domaine sont très spécialisés et demeurent relativement peu fréquentés. Par contre, si les inscriptions totales dans les programmes de premier cycle étaient restées assez stables entre 1992 et 1996, elles ont diminué de façon quasi continue entre 1996 et 2000 (tableau 13).

Tableau 1 ¹

Offre de programmes en science politique, sociologie et sciences sociales, anthropologie et ethnologie, sciences du loisir, études féministes et études ethniques et culturelles à l'automne 2001 ²

	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR	Teluq	Total
Science politique														
Mineure/certificat	3	1	1	7	1	2	1		2					18
Majeure/diplôme	◇	◇	◇	◇	◇		◇							
Bac./Spec./Honours	2	1	2	1	3	c	1		1					11
Maîtrise		1	3	1	1				1					7
Doctorat			1	1	1				1					4
<i>sous-total:</i>	5	3	7	10	6	2	2		5					40
Sociologie, sciences sociales et autres														
Mineure/certificat	1	4	1	1	1		1		4	1	2		1	17
Majeure/diplôme	◇	◇	◇	◇	◇		◇		◇		◇			
Bac./Spec./Honours	1	3	1	1	1		1	1	2	1	1	1		14
Diplôme de 2 ^e cycle										1				1
Maîtrise		2	1	2	1		1		1	1	ext			9
Doctorat			1	1	1		conj		1	1				5
<i>sous-total:</i>	2	9	4	5	4		3	1	8	5	3	1	1	46
Anthropologie, ethnologie														
Mineure/certificat	2	1	2	2	1									8
Majeure/diplôme	◇	◇	◇	◇	◇									
Bac./Spec./Honours		3	3	1	2									9
Maîtrise		1	2	2	1									6
Doctorat			2	1	1									4
<i>sous-total:</i>	2	5	9	6	5									27
Sciences du loisir														
Majeure		◇												
Baccalauréat		2										1		3
Diplôme de 2 ^e cycle												1		1
Maîtrise												1		1
<i>sous-total:</i>		2										3		5
Études féministes														
Mineure/certificat	1	1		1					1					4
Majeure/diplôme	◇	◇		◇										
Bac./Spec./Honours	1	1		1					c					3
Diplôme de 2 ^e cycle			1											1
Maîtrise									c					
<i>sous-total:</i>	2	2	1	2					1					8
Culturelles/ethniques														
Mineure/certificat			1	12	2 ⁴									15
Majeure			◇	◇	◇									
Baccalauréat/Honours				8 ³	4 ⁵									12
Maîtrise				1										1
Doctorat				1										1
<i>sous-total:</i>			1	22	6									29
Total des programmes:													155	

c: concentration, profil ou cheminement

◇ : possibilité d'obtenir un baccalauréat avec majeure

ext : extension d'un programme. Se référer au tableau 1.2

conj : programme conjoint. Se référer au tableau 1.2

Notes

1 Les tableaux 1.1 à 1.6 présentent le détail de l'offre de programmes par catégorie disciplinaire.

2 **Les programmes de criminologie seront traités avec ceux en psychologie, en psychoéducation, en sexologie, en travail social et en animation sociale et culturelle. Par ailleurs, les Joint Honours de l'Université McGill, cheminements individuels qui combinent plusieurs disciplines, ne sont plus comptabilisés dans l'actuel recensement.**

3 *Honours* en études du Moyen-Orient; *Honours* en études est-asiatiques; *Honours* en études latino-américaines. Pas de bac spécialisé en études africaines, en études humanistes, en études nord-am., en études sur le Québec, en études canadiennes.

4 **Mineure en études latino-américaines et mineure en études est-asiatiques.**

5 Trois baccalauréats bidisciplinaires : études est-asiatiques et anthropologie, études est-asiatiques et géographie et études est-asiatiques et histoire. S'ajoute une majeure en études est-asiatiques (pas de baccalauréat spécialisé). Ces programmes sont aussi comptabilisés dans le secteur des études littéraires, langues et littératures modernes et études anciennes.

Tableau 1.1
Programmation en science politique et domaines apparentés dans les universités
québécoises à l'automne 2001

	Bish.	Conc.	Laval	McGill	UdeM	UdeS	UQAC	UQAM	Total
Science politique									
Mineure/certificat	•	•	•	••••• ²	•	•	•		11
Majeure	◇	◇	◇	◇	◇		◇		
Baccalauréat ¹	•	•	⊙• ³	•	••• ⁴	c ⁵	• ⁶	•	10
Maîtrise			• ⁷	•	• ⁷			•	4
Doctortat			•	•	•			•	4
Total	2	2	5	8	6	1	2	3	29
Relations internationales									
Mineure/certificat	•			•		•			3
Maîtrise			• ⁷						1
Total	1		1	1		1			4
Économie politique									
Mineure/certificat	⊗			•					1
Majeure	◇								
Baccalauréat	⊙ ¹²								1
Total	1			1					2
Adm. ou pol. publiques									
gestion des services⁸									
Mineure/certificat	• ⁹							•• ¹¹	3
Maîtrise		• ⁹	• ^{7, 10}						2
Total	1	1	1					2	5
Grand total	5	3	7	10	6	2	2	5	40

◇ : possibilité d'obtenir un baccalauréat avec majeure

⊙ : nouveau programme

c : concentration, profil ou cheminement

⊗ : inclus par erreur dans l'inventaire de la CUP

⊙ : omis dans l'inventaire de la CUP

Notes

1 Incluant les baccalauréats spécialisés, baccalauréats bidisciplinaires, les *Honours* et les *Specializations*

2 Mineures en science politique; politique (Canada/Québec); politique comparée; politique, loi et société; et politique (Asie du Sud)

3 **Baccalauréat en études internationales et langues modernes**

4 **Trois** baccalauréats, dont deux bidisciplinaires (communication et politique, économie et politique, science politique)

5 Cheminement en politique appliquée dans le cadre d'un baccalauréat multidisciplinaire

6 **Baccalauréat avec majeure en science politique**

7 Avec ou sans mémoire

8 On consultera également le rapport sur les sciences économiques et administratives pour un aperçu complet de la formation en administration publique et gestion des services

9 En politique et en administration publiques

10 Maîtrise en analyse des politiques

11 Deux certificats : en administration des services publics et en gestion des services municipaux

12 **Pas de baccalauréat spécialisé: BA Major in Political Economy**

Tableau 1.3
Programmation en anthropologie et en ethnologie dans les universités
québécoises à l'automne 2001

	Bishop's	Conc.	Laval	McGill	UdeM	Total
Anthropologie						
Mineure/certificat	• •	•	•	• ⊙ ⁵	•	7
Majeure		◇	◇	◇	◇	1
Baccalauréat ¹		• • ○ ²	• ⊙ ⁴	•	• ○ ⁷	8
Maîtrise		• ³	•	• • ⁶	•	5
Doctorat			•	•	•	3
Total	1	5	5	6	5	24
Ethnologie (Québec francophone)						
Mineure/certificat			• ⁸			1
Majeure			◇ ⁸			1
Baccalauréat			✕ ⊙ ^{4, 8}			1
Maîtrise			• ⁹			1
Doctorat			• ⁹			1
Total			4			4
Grand total	1	5	9	6	5	26

◇ : possibilité d'obtenir un baccalauréat avec majeure

○ : nouveau programme



✕ : programme abandonné ou en suspension d'admissions

○ : programme bidisciplinaire



⊙ : omis dans le rapport de la CUP

Notes

¹ Incluant les baccalauréats spécialisés, baccalauréats bidisciplinaires, les *Honours* et les *Specializations*

² *Honours* en anthropologie; *Specialization* en sociologie et anthropologie ; *Major in Community and Ethnic Studies* (pas de *Honours*)

³ Maîtrise en anthropologie sociale et culturelle

⁴ **Baccalauréat en anthropologie et baccalauréat *intégré* en anthropologie et ethnologie**

⁵ Deux *Minor Concentrations* : l'une en anthropologie socio-culturelle, l'autre en archéologie anthropologique

⁶ Maîtrise en anthropologie et anthropologie médicale (avec thèse ou mémoire)

⁷ Baccalauréat en anthropologie et baccalauréat bidisciplinaire en études est-asiatiques et anthropologie

⁸ Programmes en ethnologie du Québec

⁹ Programmes en ethnologie des francophones en Amérique du Nord

Tableau 1.4
Programmation en sciences du loisir à l'automne 2001

	Conc.	UdeM	UQAC	UQTR	Total
Mineure/certificat	⊗ ²	⊗ ⁴			0
Majeure	◇				
Baccalauréat ¹	•• ³			⊙ ⁵	3
DESS				• ⁶	1
Maîtrise				• ⁷	1
Total	2			3	5

- ◇ : possibilité d'obtenir un baccalauréat avec majeure
- ⊗ : programme inclus par erreur dans l'inventaire de la CUP
- : nouveau programme

Notes

- 1 Incluant les baccalauréats spécialisés, les *Honours* et les *Specializations*
- 2 **Certificat *In outdoor education* n'est plus offert depuis 1997**
- 3 *Major* en études du loisir et deux *Specializations* : en études du loisir et en récréation thérapeutique
- 4 **Certificat en récréation : inclus par erreur dans l'inventaire de la CUP**
- 5 **Baccalauréat en loisir, culture et tourisme (anciennement : baccalauréat en récréologie)**
- 6 DESS en loisir, santé et bien-être
- 7 Maîtrise en loisir, culture et tourisme (profil avec ou sans mémoire)

Tableau 1.5
Programmation en études féministes à l'automne 2001

	Bishop's	Conc.	Laval	McGill	UQAM	Total
Mineure/certificat	• ⊗ ¹	•		•	•	4
Majeure	◇	◇		◇		3
Baccalauréat/ <i>Honours</i>	• ²	•		• ²	c ³	1
DESS			•			1
Maîtrise					c ⁴	
Total	2	2	1	2	1	8

- c : concentration ou profil ou cheminement
- ◇ : possibilité d'obtenir un baccalauréat avec majeure
- ⊗ : programme omis dans l'inventaire de la CUP et en suspension d'admissions

Notes

- 1 **Programme de certificat en études féministes offert par l'éducation permanente omis dans l'inventaire du rapport de la CUP; temporairement en suspension d'admissions.**
- 2 **Pas de baccalauréat spécialisé : option en études féministes dans la majeure en sociologie**
- 3 Concentration de premier cycle
- 4 Concentration de deuxième cycle

Tableau 2 – Détail des changements dans la programmation en science politique, sociologie et sciences sociales, anthropologie et ethnologie, études féministes, sciences du loisir et études ethniques et culturelles depuis l'automne 1999

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié	Erreur dans le rapport CUP	Remarques
Bishop's	<i>Divisional Major in Social Sciences</i>				✓	Programme servant de porte d'entrée qui a été comptabilisé par erreur dans l'inventaire de la CUP
	<i>Major in Political Economy</i>				✓	Le tableau détaillé de l'offre de programmes en science politique de la CUP indiquait par erreur une mineure en économie politique
	<i>Certificate in Women's Studies</i>	✓			✓	Ce programme, qui avait été omis de l'inventaire de la CUP, est temporairement en suspension d'admissions
	<i>Communication and Cultural Studies Minor</i>				✓	Ce programme, qui relève du Département d'anthropologie et de sociologie, avait été omis de l'inventaire de la CUP
Concordia	<i>Minor, Major et Specialization in Science and Human Affairs</i>	✓				Programme en suspension d'admissions
	<i>Certificate in Outdoor Education</i>				✓	Programme inclus par erreur dans l'inventaire de la CUP, car il était déjà abandonné depuis 1997
Laval	Baccalauréat <i>intégré</i> en anthropologie et ethnologie		✓			Entrée en vigueur : automne 2000
	Baccalauréat en études internationales et langues modernes		✓			Entrée en vigueur : automne 2000
McGill	<i>Minor in Anthropology</i>				✓	Deux mineures étaient déjà offertes depuis septembre 1998 : en anthropo socio-culturelle et en archéologie anthropologique. Une seule de ces mineures en anthropologie avait été dénombrée dans le rapport de la CUP
	<i>Minor in African Studies</i>		✓			
	<i>Honours in African Studies</i>	✓				
	<i>Minor in East Asian Language and Literature Studies</i>		✓			
	<i>Minor in Advanced East Asian Studies</i>		✓			
UdeM	Certificat en récréation				✓	Programme inclus par erreur dans l'inventaire de la CUP, car il n'était déjà plus offert depuis 1996
	Mineure en études est-asiatiques				✓	Programme omis dans l'inventaire de la CUP (aussi traité dans le rapport sur les programmes d'études littéraires, langues et littératures modernes et en études anciennes)
	Majeure en études est-asiatiques				✓	<i>Idem.</i>
	Baccalauréat bidisciplinaire en études est-asiatiques et anthropologie				✓	Programme omis dans la section des études ethniques et culturelles de l'inventaire de la CUP. Entrée en vigueur : automne 1999 (<i>Idem</i> .)
	Baccalauréat bidisciplinaire en études est-asiatiques et géographie				✓	<i>Idem.</i>
	Baccalauréat bidisciplinaire et études est-asiatiques et histoire				✓	<i>Idem.</i>
UQAC	Certificat ou mineure en science politique			✓		Nouveau mode d'accueil : offre d'un certificat en plus de la mineure
	Certificat ou mineure en sociologie			✓		Nouveau mode d'accueil : offre d'un certificat en plus de la mineure
UQAM	Mineure en études interethniques				✓	Entrée en vigueur : automne 1999
	Certificat ou mineure en science, technologie et société				✓	Entrée en vigueur : automne 1999

Tableau 2 (suite)

Établissement	Nom du programme	Suspension des admissions ou abandon	Nouveau	Modifié	Erreur dans le rapport CUP	Remarques
UQAR	Baccalauréat en sociologie	✓				Le baccalauréat a été abandonné au profit du nouveau bac.
	Baccalauréat en développement social et analyse des problèmes sociaux		✓			Programme de sociologie appliquée en vigueur depuis 2001
	D.E.S.S. en administration publique régionale		✓			Programme offert en collaboration avec l'ENAP
UQAT	Certificat en développement régional et local		✓			
UQTR	Le baccalauréat en récréologie			✓		Ce programme a été révisé et a reçu une nouvelle appellation : bac. en loisir, culture et tourisme

1.2 Données sur les unités académiques

Depuis la publication des rapports sectoriels de la CUP, on note un seul changement dans la structure des unités académiques : les départements de science politique et de sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal ont été réunis au sein de la Faculté de science politique et de droit.

Le tableau 14 indique que les crédits-étudiants générés par des étudiants inscrits dans d'autres programmes que ceux du secteur à l'automne 2000 sont dans plusieurs cas plus nombreux que ceux enregistrés à l'époque des travaux de la CUP.

Au chapitre des ressources professorales (tableau 15), les données les plus récentes (2000) montrent que le nombre total de professeurs s'est relativement maintenu dans plusieurs unités académiques. On note un réinvestissement important au département de sciences politiques de l'Université Concordia et des sciences du loisir et de la communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières. D'autres ont, quant à eux, perdu un nombre important de professeurs depuis 1997 : le Département de sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi, les départements de sociologie de l'Université Laval et de l'Université de Montréal.

Par ailleurs, pour la période 2001-2002, non couverte dans le tableau 15, quatre nouvelles ressources professorales se sont jointes à l'équipe des professeurs en sciences sociales de l'Université du Québec à Hull, qui était, jusqu'à l'été 2001, composée de deux professeurs.

Le tableau 16 présente le financement de la recherche pour deux années académiques récentes, soit 1998-1999 et 1999-2000.

Chapitre 2

Suivi des recommandations de la Commission des universités sur les programmes

Recommandation 1 – Poursuite du décloisonnement des programmes en sciences sociales

<p>« La Commission recommande que soit poursuivi le travail de décloisonnement des programmes entrepris au cours des dernières années, et que ces mesures se traduisent dans les programmes et les profils de formation, en tenant compte de l'importance de la gradation des apprentissages. La CREPUQ devrait se saisir de cette recommandation et établir un échéancier en vue de sa mise en œuvre. »</p>	<p>Le décloisonnement des programmes se poursuit dans les établissements, sans qu'un modèle unique ne se soit imposé.</p>
--	--

La Commission avait remarqué, lors de la publication récente du rapport sectoriel, en février 2000, que plusieurs efforts de décloisonnement avaient déjà été entrepris depuis les dernières années et qu'ils devaient se poursuivre dans le champ des sciences sociales afin de diminuer le degré de spécialisation des programmes. Parmi les réformes en cours au temps des travaux de la CUP figure l'instauration de programmes bidisciplinaires à l'Université de Montréal, qui touche directement les sciences sociales : baccalauréats bidisciplinaires en communication et science politique, en économie et science politique et en études est-asiatiques et anthropologie, etc. L'offre de tels programmes bidisciplinaires qui permettent à l'étudiant d'acquérir une formation dans deux disciplines, n'a aucunement porté atteinte aux programmes disciplinaires conventionnels.

À l'Université McGill, la réforme *Multi-Track System*, maintenant achevée, permet aussi, par l'agencement d'une majeure et d'une mineure ou d'une majeure dans une autre discipline, l'acquisition d'une double formation. Le nombre de crédits des majeures avait été ajusté pour faciliter la combinaison de majeures et de mineures dans le baccalauréat.

On assiste aussi à un couplage de plus en plus élargi des formations dans le réseau de l'Université du Québec, où les agencements de majeure-mineure étaient déjà en vigueur à l'époque des travaux de la CUP. À titre d'exemple, le module des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi, qui a adopté le système majeure-mineure en 1999, offre quatre majeures : en sociologie, en science politique, en géographie et en histoire. À l'Université du Québec à Montréal, une vingtaine de programmes en sciences humaines résultent du couplage de majeures et de mineures. Une dizaine de mineures disciplinaires et pluridisciplinaires ont été créées au cours des dernières années. À ces combinaisons de majeures et de mineures déjà offertes à l'Université du Québec à Montréal s'ajoutera, dès l'automne 2002, une majeure en science politique.

Dès septembre 2002, l'Université du Québec à Hull offrira un baccalauréat en sciences sociales avec l'offre de deux majeures, l'une en science politique, l'autre en sociologie, renforçant ainsi l'« identité disciplinaire » du programme, qui était multidisciplinaire. En effet, le module des lettres, de la communication et des sciences sociales de l'Université du Québec à Hull en est venu à la conclusion que la discipline est structurante pour les étudiants. Les deux majeures pourront être complétées par l'une des huit mineures, comme celle en développement international. Cette nouveauté aurait d'ailleurs déjà un effet positif dans l'établissement, comme en témoigne l'augmentation des demandes d'admission en sciences sociales.

Le réseau de l'Université du Québec a donc développé un modèle de décloisonnement qui lui est propre, à l'exception de l'Université du Québec à Rimouski qui procède d'abord à la révision du baccalauréat spécialisé et évalue ensuite la pertinence de développer les majeures et mineures.

En plus de la création relativement récente de mineures et de majeures, les universités du réseau ont instauré une mesure de crédits d'enrichissement exigeant que chaque programme comporte 15 unités acquises hors de la discipline (et 18 unités dans le cas de l'UQAM).

Depuis 1998, l'Université Laval procède à une opération de reconfiguration des programmes de baccalauréat visant l'élaboration de programmes multidisciplinaires qui se poursuivra jusqu'en 2004. C'est le cas, par exemple, du baccalauréat *intégré* en études internationales et langues modernes, qui inclut une large part de cours en science politique. Au moins le tiers des crédits est pris dans l'une des disciplines du programme et 15 crédits doivent être pris hors de la ou des disciplines. Les baccalauréats avec majeure sont de plus en plus remplacés par des baccalauréats *intégrés* à l'Université Laval, faisant ainsi disparaître la notion même de majeure dans cet établissement. La plupart des mineures tendent également à être abandonnées.

L'esprit de la réforme qui a cours à l'Université Laval vise à former des professionnels ouverts sur le monde, notamment en augmentant les cours de langue. Dans plusieurs autres établissements, l'internationalisation des programmes a pour incidence, notamment, l'intégration des cours de langues dans bon nombre de programmes. À l'Université Bishop's, l'apprentissage des langues secondes a toujours été favorisé, comme dans tous les établissements de type *Liberal Arts*.

Ainsi, les membres du Groupe de travail constatent que, de façon générale, le décloisonnement des programmes se poursuit. On remarque, par ailleurs, qu'il n'y a pas de modèle unique qui se soit imposé dans les établissements universitaires.

En ce qui concerne la gradation des apprentissages, il s'agit de faire en sorte que les cours de haut niveau ne soient pas suivis au tout début de la formation et que les cours complémentaires soient pris en fin de parcours, afin de faciliter le parcours de l'étudiant. Certains établissements du réseau de l'Université du Québec ont choisi d'organiser de plus en plus la formation par thèmes, pour permettre aux étudiants de bien saisir la nature du cursus et l'organisation de la séquence des cours ou de déplacer les cours plus difficiles à des sessions ultérieures.

Recommandation 2 – Offre d'activités de formation dans d'autres secteurs

<p>« La Commission incite les universités à favoriser l'offre d'activités de formation en sciences sociales dans les autres grands secteurs de formation (santé, sciences fondamentales et appliquées, éducation, etc. »</p>	<p>Plusieurs transformations en cours auront sans doute pour effet de favoriser la poursuite de l'intégration des sciences sociales à d'autres secteurs.</p>
--	---

La Commission des universités sur les programmes, dont les travaux sont récents – il convient de le rappeler, encore une fois, afin d'évaluer adéquatement les suites qui sont données aux diverses recommandations du rapport sectoriel – précisait que le mouvement au sein de l'université d'offre d'activités de formation ou de cours de service en sciences sociales était déjà amorcé. Et ce mouvement se poursuit. En effet, avec les réformes en cours, notamment dans le secteur de l'éducation, on assistera sans doute à une intégration des formations en sciences sociales.

Parmi les disciplines du secteur, la sociologie est celle qui est le plus souvent exportée dans les autres secteurs de formation; plusieurs facultés ou écoles disposent de leurs propres sociologues.

L'Université Laval fait toutefois exception, car une demande pour les cours de service en sociologie est déjà une réalité dans les disciplines scientifiques comme le génie, l'agronomie, la

foresterie et les sciences de la santé. Par ailleurs, le Département de sociologie de l'Université aurait récemment été approché par la Faculté des sciences infirmières en vue de l'offre de tels cours.

Autre exemple : à l'Université du Québec à Montréal, il semble que les cours de service en études féministes soient populaires auprès des autres secteurs.

Recommandation 3 – Examen des facteurs de diplomation et causes d'abandon dans les baccalauréats

<p><i>« La Commission recommande aux universités actives en science politique, en sociologie, en sciences sociales et en anthropologie d'examiner les facteurs de diplomation et les causes d'abandon au baccalauréat, et de prendre les moyens de corriger la situation. La CREPUQ devrait assurer le suivi de cette recommandation ».</i></p>	<p>Les causes d'abandon sont mieux connues et l'on s'intéresse davantage à la question de la persévérance aux études dans la plupart des établissements.</p>
---	---

Les questions relatives aux causes d'abandon et à la persévérance aux études préoccupent de plus en plus les responsables de programmes et les directions universitaires. En effet, maintes études visant à cerner les facteurs d'abandon et à améliorer la persévérance et la diplomation ont été réalisées – ou sont en cours – dans les établissements.

Dans la foulée des contrats de performance, de nombreuses mesures ont été prises – ou le seront prochainement – afin d'assurer un meilleur encadrement des étudiants de première année d'études universitaires dont l'adaptation est un facteur que l'on considère de plus en plus sérieusement : nouvelles subventions accordées aux unités académiques pour venir en aide aux étudiants, divers projets de parrainage ou de monitorat d'étudiants de 1^{re} année – dont les effets positifs sur la persévérance aux études se feraient déjà sentir – renforcement de l'« identité disciplinaire » du programme dans certains cas, et libération d'un professeur d'une partie de ses fonctions pour agir comme conseiller auprès des étudiants. Les stages, qui se répandent tant au premier cycle qu'aux cycles supérieurs, représentent également une autre mesure susceptible de favoriser la persévérance aux études. Toutefois, les représentants soulignent qu'ils ne peuvent évaluer pour le moment les effets des mesures prises, puisqu'elles n'ont été instaurées que tout récemment.

Diverses autres mesures sont envisagées : augmentation du ratio d'auxiliaires d'enseignement au sein des départements, diminution du nombre d'étudiants par cours, projets de synthèse et de stages crédités et supervision de stages par un professionnel.

Certains membres du Groupe de travail sont d'avis que l'animation de la vie étudiante et la mise sur pied de diverses activités d'intégration constituent également des mesures à considérer pour accroître la persévérance aux études.

L'idée de n'admettre que les étudiants dont la cote R est supérieure ne mènerait pas nécessairement à un taux de diplomation plus élevé. Les directions de certaines unités académiques du réseau de l'Université du Québec se montrent néanmoins de plus en plus sélectives en n'admettant, par exemple, les étudiants faibles qu'après un passage obligé dans des cours « d'intégration » de français, de méthodologie ou d'informatique.

Le Groupe de travail a constaté que le taux de diplomation est systématiquement plus élevé dans les établissements anglophones, et ce particulièrement à l'Université McGill, que dans les établissements francophones en science politique, en sociologie et en anthropologie. Une

« culture institutionnelle » propre à l'Université McGill, qui favoriserait la prise en charge des étudiants en difficulté expliquerait cette situation, de même que le fait que l'établissement exerce une sélection plus forte des étudiants. À l'Université Bishop's, il semble que l'encadrement des étudiants ait toujours constitué une priorité.

Le rapport sectoriel de la CUP faisait aussi état du problème d'arrimage avec le marché de l'emploi auquel est confronté le secteur des sciences sociales. On rappelle que les domaines « professionnalisés » – dont la sélection de candidats est souvent plus stricte et les étudiants retenus plus motivés – comme les sciences du loisir, la criminologie, le travail social ou les relations industrielles échappent toutefois à cette réalité.

Il est difficile de construire un discours donnant un sens à l'investissement intellectuel dans des programmes non contingentés où le cheminement professionnel est incertain. Le problème se situerait notamment au plan de l'image plutôt négative qu'ont les étudiants des possibilités limitées d'emploi qui s'offrent à eux. Il faudrait qu'ils puissent mieux se représenter des lieux d'insertion professionnelle, puisque le marché du travail présente, en définitive, une assez grande diversité.

Quoiqu'il en soit, l'on estime que la nature non professionnelle de la plupart des disciplines du secteur et la sélection large des candidats pourrait en partie expliquer – comme la Commission l'avait déjà souligné – les nombreux abandons dans les programmes non contingentés de baccalauréats en science politique, en sociologie, en sciences sociales et en anthropologie.

En outre, on tient de nouveau à souligner que la science politique est au droit ce que la biologie est à la médecine, c'est-à-dire une « porte d'entrée ».

Enfin, il est à noter que, contrairement à ce qui est stipulé dans la recommandation, la CREPUQ n'avait pas assuré le suivi avant la tenue des présents travaux.

Recommandation 4 – Soutien financier minimum aux étudiants inscrits aux cycles supérieurs

« La Commission recommande que les établissements examinent les solutions qui assureraient un soutien financier minimum à tous les étudiants engagés dans des études aux cycles supérieurs dans les domaines couverts par ce rapport ».

Des efforts supplémentaires ont été fournis dans quelques établissements en matière de soutien financier aux étudiants des cycles supérieurs en sciences sociales.

Certains établissements ont fait preuve d'efforts nouveaux en matière de soutien aux étudiants inscrits aux cycles supérieurs en sciences sociales. Par exemple, l'Université Laval élabore un *Plan de soutien financier à la réussite des personnes inscrites à un programme de maîtrise ou de doctorat*. La politique institutionnelle prévoit, entre autres, l'attribution de bourses de 2000 \$ aux étudiants de doctorat, utilisées pour combler une partie des frais de scolarité. Pour sa part, le Département de science politique de l'Université de Montréal a choisi de privilégier le soutien aux études de troisième cycle en n'admettant, à la session d'automne 2001, que les doctorants auxquels on pouvait accorder une bourse. Le département finance ainsi, au mérite, sept étudiants en leur offrant une bourse annuelle de 7000 \$ durant quatre ans. Ces étudiants boursiers ont également la possibilité d'obtenir des charges de cours. En outre, le Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal offre, depuis quelques années déjà, deux bourses de 3000 \$ aux étudiants inscrits à la maîtrise et au doctorat.

L'acquisition récente – ou prochaine selon les établissements – de chaires de recherche dans divers domaines couverts dans le présent secteur devrait également permettre d'augmenter les

ressources et d'attribuer des sommes supplémentaires aux étudiants-chercheurs des cycles supérieurs.

Par leurs recherches, les étudiants de deuxième et de troisième cycles contribuent indéniablement à la vie universitaire. À cet égard, le Groupe de travail estime que les mesures de soutien financier aux étudiants des cycles supérieurs doivent constituer une priorité. Toutefois, on est d'avis que la gestion du soutien financier des étudiants est complexe et représente une responsabilité collective qui ne devrait pas incomber de plus en plus largement aux établissements universitaires. On rappelle aussi qu'il y a d'autres besoins dont il faut tenir compte et ce, principalement au plan des ressources des bibliothèques et des laboratoires informatiques.

Dans la foulée des discussions concernant la diplomation en sciences sociales aux cycles supérieurs, la question de l'encadrement financier est apparue tout aussi importante que celle de l'encadrement académique, afin de favoriser la persévérance aux études et de permettre aux étudiants de terminer leur mémoire ou leur thèse dans de meilleurs délais.

Par ailleurs, le Groupe de travail remarque que le soutien financier des étudiants de cycles supérieurs se fait dans un esprit de concurrence interinstitutionnelle et ce, non seulement à l'échelle provinciale, mais aussi nationale et internationale. C'est dans ce contexte que plusieurs établissements mettent au point des incitatifs financiers afin d'y attirer les meilleurs candidats. Au doctorat, il arrive fréquemment qu'on encourage les étudiants à aller suivre une formation à l'étranger, ce qui peut s'avérer fort coûteux pour l'étudiant.

Recommandation 5 – Valorisation du potentiel des diplômés en sciences sociales et transfert des compétences dans le marché de l'emploi

<p>« La Commission incite les établissements universitaires à développer des activités qui familiarisent les étudiants avec la pratique et facilitent l'intégration au marché de l'emploi en leur permettant de faire valoir leurs compétences. Les établissements sont également invités à favoriser l'acquisition de compétences non disciplinaires complémentaires à la discipline première d'un programme donné. Ces mesures pourront être prises au moment des révisions périodiques des programmes de premier cycle et de cycles supérieurs en sciences sociales ».</p>	<p>Plusieurs activités visant une meilleure intégration au marché du travail ont été mises sur pied dans bon nombre d'établissements.</p>
---	--

Certaines mesures pouvant favoriser la persévérance aux études et la diplomation – comme on l'a constaté dans le cadre du suivi de la recommandation n° 3 – constituent souvent aussi des solutions aux problèmes d'intégration professionnelle. De plus en plus d'activités favorisant les contacts avec les milieux d'emploi – les stages, notamment, pour la plupart non rémunérés – sont intégrées dans diverses formations et ce, à tous les cycles d'études.

Il apparaît toutefois que les exigences attendues pour le rapport de stage seraient dans certains cas nettement supérieures à celles du mémoire de maîtrise.

En ce qui concerne l'acquisition de compétences non disciplinaires, de plus en plus d'établissements incitent ou obligent leurs étudiants à suivre des cours de langues ou encore des cours d'informatique ou de méthodologie. De plus, l'instauration, dans maints établissements, de crédits d'enrichissement faisant en sorte qu'un plus grand nombre de cours soient suivis hors de la discipline, pourrait contribuer davantage à l'acquisition d'une formation complémentaire.

Recommandation 6 – Facilitation des mécanismes d'échanges interuniversitaires d'étudiants

<i>« La Commission recommande de favoriser la mobilité étudiante entre établissements, particulièrement aux cycles supérieurs, de sorte que la possibilité de suivre des cours ou des séminaires ailleurs que dans l'université d'attache soit non seulement acceptée, mais encouragée par tous les établissements. Ceux-ci veilleront à concrétiser ces échanges en assouplissant les procédures et l'évaluation des équivalences ».</i>	La mobilité interinstitutionnelle étudiante devrait être facilitée par la mise en œuvre prochaine d'un formulaire électronique d'autorisation d'études hors établissement. On favorise nettement la mobilité internationale des étudiants.
---	---

La création, par le Sous-comité des registraires de la CREPUQ, d'un formulaire électronique d'autorisation d'études hors établissement dans le cadre de l'entente interuniversitaire de la CREPUQ permettra à l'étudiant de faire une demande sans se déplacer. Cette mesure constitue un suivi important donné à cette recommandation concernant la levée de certains obstacles à la mobilité étudiante. S'ajoutera à cela un tableau de bord sur le Web, un outil qui facilitera l'accès aux étudiants de tous les cycles d'études à la liste des cours offerts par l'ensemble des établissements québécois et à l'information relative aux horaires. Le tableau de bord et le formulaire devraient être disponibles pour les inscriptions de la session d'automne 2002.

Plusieurs membres du Groupe de travail sont d'avis qu'une fois les obstacles administratifs levés, la mobilité étudiante ne pourra qu'en être favorisée. D'autres estiment que même si la volonté de leur établissement à promouvoir la mobilité étudiante est toujours présente, le contexte de concurrence entre les universités, et ce principalement dans la région montréalaise, rend parfois les choses difficiles.

Parallèlement à l'idée d'accroître la mobilité étudiante au sein des universités québécoises, l'on souhaite aussi favoriser les échanges internationaux tels que gérés par la CREPUQ. Certains établissements misent d'ailleurs de plus en plus sur la mobilité internationale de leurs étudiants. Les membres remarquent aussi que les échanges internationaux d'étudiants se feraient peut-être même parfois au détriment des échanges entre les universités québécoises.

Recommandation 7 – Facilitation des mécanismes d'échanges interuniversitaires de professeurs

<i>« La Commission recommande de favoriser la mobilité des professeurs par le biais d'échanges institutionnels qui se concrétiseraient en instaurant les passerelles et procédures nécessaires ou en assouplissant les procédures déjà existantes. Les universités conviendront en outre de modalités de reconnaissance dans leur établissement du travail effectué par ces professeurs et elles établiront des ententes financières interinstitutionnelles qui reconnaîtront cette contribution ».</i>	On considère que la question de la mobilité professorale n'est plus aussi urgente qu'au temps de la CUP. On se montre néanmoins toujours ouvert aux échanges de professeurs entre les établissements et on rappelle que la mobilité professorale est déjà une pratique courante dans certains établissements.
---	--

L'élaboration par l'Association des doyens des études supérieures au Québec d'un protocole cadre (protocole A) et d'un spécimen d'entente spécifique (protocole D) permettant l'habilitation de professeurs à diriger des mémoires ou des thèses dans d'autres institutions visait à répondre à cette autre recommandation transversale.

Malgré la volonté de concertation et l'ouverture face à la mobilité professorale, certains membres du Groupe de travail estiment que cette question n'est plus aussi urgente qu'au temps des travaux de la Commission. On tient à rappeler que les travaux de la CUP se sont déroulés avant l'annonce d'un certain réinvestissement permettant de combler des postes de professeurs.

D'autres représentants affirment néanmoins que de telles procédures liées à la mobilité professorale gagneraient à être utilisées par un plus grand nombre d'unités académiques, afin de faciliter les échanges de professeurs.

Le Groupe de travail tient d'ailleurs à souligner que la mobilité professorale est déjà acquise entre certaines universités : des codirections avec des professeurs d'autres établissements se font régulièrement et des séminaires sont souvent préparés en équipe (*team teaching*).

Recommandation 8 – Constitution de comités favorisant la concertation interuniversitaire

<p>« La Commission recommande aux unités académiques de favoriser la constitution de comités de directeurs de départements ou de modules de sciences sociales dans toutes les disciplines traitées dans le présent rapport, afin de faciliter la concertation interuniversitaire et d'assurer la qualité de l'offre dans chaque secteur à l'échelle du Québec. La Commission convoquera une première réunion au printemps 2000 pour lancer ces activités ».</p>	<p>Il n'y a pas eu de réunion de suivi. On estime que la question n'est plus prioritaire.</p>
---	--

Comme la Commission n'a pas convoqué de réunion de suivi, rien de particulier n'a été fait en ce sens. On est d'avis que la recommandation est trop large et donc difficile à mettre en œuvre. Par ailleurs, on juge que la question n'est plus prioritaire et qu'il ne convient pas de multiplier inutilement les comités. Cependant, un Comité des directeurs de départements de science politique existe déjà, qui pourrait examiner les possibilités de concertation dans l'offre de programmes dans le domaine.

Recommandation 9 – Baisse des effectifs étudiants dans les certificats

<p>« La Commission recommande aux établissements concernés d'examiner les certificats dont les inscriptions ont fortement chuté et de faire rapport à la CREPUQ au printemps 2000 ».</p>	<p>La baisse des effectifs se poursuit dans la majorité des certificats. Aucune mesure particulière n'a été prise dans les établissements concernés.</p>
--	---

Il faut noter d'emblée le manque de précision de la recommandation et de son préambule, formulés par la Commission des universités sur les programmes (CUP). Le préambule à la recommandation faisait, en effet, référence à un « certain fléchissement » des effectifs dans les programmes de certificats dans bon nombre de secteurs¹. Par ailleurs, les programmes et les établissements concernés par la présente recommandation n'avaient pas été clairement identifiés.

À la lecture des annexes 4.1 et 4.4 du rapport sectoriel de la CUP, on peut déduire que les programmes de certificat du secteur qui connaissaient des baisses plus ou moins notables d'effectifs étaient : les certificats (ou mineures) en sociologie et en science politique de l'Université Laval, les certificats en études politiques et en relations internationales de l'Université de Sherbrooke, les certificats en gestion des services municipaux et en sciences sociales de l'Université du Québec à Montréal et le certificat en sciences sociales de la Télé-Université.

¹ Il convient de préciser que dans le rapport sectoriel de la CUP, le préambule à la recommandation faisait référence par erreur aux sections 1.4, 2.4, 3.4, 4.4 et 5.4, alors qu'il aurait dû référer aux sections 1.3, 2.3, 3.3, 4.3 et 5.3.

La mise à jour des données sur les effectifs des programmes de certificat (ou mineure) (tableaux 3, 5, 8, 9, 11 et 12), permet de constater que la baisse des inscriptions se poursuit dans la plupart de ces certificats (ou mineures).

De façon générale, les programmes de certificat, qui furent longtemps une « porte d'entrée » à l'université pour la clientèle adulte, connaîtraient une décroissance de cette population étudiante depuis quelques années et ce, dans de nombreux domaines.

Par ailleurs, à l'Université Laval, une tendance se dessine : dans le cadre de la reconfiguration générale des programmes de baccalauréat, les programmes de certificat (ou mineure) tendent à disparaître au profit des baccalauréats *intégrés*, ainsi qu'à être de plus en plus remplacés par des microprogrammes ou par une structure « concentration » répondant mieux à des besoins spécifiques.

À l'Université de Sherbrooke, il semble que la clientèle du cheminement en politique appliquée du baccalauréat multidisciplinaire soit venue remplacer celle du certificat en études politiques, en baisse au cours des dernières années. Toutefois, les inscriptions au certificat en relations internationales se sont relativement maintenues au cours des dernières années. Les responsables des programmes de certificat en sciences politiques de l'Université procèdent actuellement à la révision de ces programmes, afin de mieux les adapter aux besoins des étudiants.

Autrement, aucune suite connue n'a été donnée à la recommandation dans les autres établissements concernés, mais on peut espérer, à la lumière du suivi de la recommandation n° 3, que les mesures prises pour améliorer la diplomation et la persévérance dans les programmes de baccalauréat pourront également avoir des effets positifs sur les certificats.

Recommandation 10 – Répartition de la perspective féministe et maîtrise interuniversitaire

<p><i>« La Commission recommande que les établissements universitaires concernés s'assurent que la perspective féministe soit mieux répartie dans l'ensemble des disciplines Et que ceux qui offrent des programmes ou des concentrations dans ce domaine évaluent la pertinence d'implanter une maîtrise interuniversitaire en études féministes ».</i></p>	<p>Peu de mesures ont été prises pour assurer une meilleure répartition de la perspective féministe. Le programme de maîtrise interuniversitaire en études féministes est au <i>statu quo</i>.</p>
--	---

En ce qui concerne le premier volet de la recommandation, peu de mesures particulières allant dans le sens d'une meilleure répartition de la perspective féministe ont été prises, si ce n'est qu'à l'Université du Québec à Montréal, les cours dans le domaine sont inclus dans de plus en plus de programmes. En effet, aucune autre université québécoise francophone que l'Université du Québec à Montréal n'offre à ce jour une concentration ou une mineure en études féministes dans le cadre du premier cycle. On rappelle que, depuis 1999, l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) a mis sur pied une mineure pluridisciplinaire en études féministes, qui peut être arrimée à huit programmes de majeure de l'Université du Québec à Montréal.

Par ailleurs, pour ceux et celles qui ne s'inscrivent pas à la concentration mineure en études féministes, l'IREF offre une banque d'une trentaine de cours sur les femmes, le féminisme et les rapports sociaux de sexe accomodant une vaste clientèle de premier et de deuxième cycles à chaque session. À ce titre, les responsables des études féministes à l'Université du Québec à Montréal considèrent qu'il est primordial que les programmes de baccalauréat maintiennent une structure permettant aux étudiants de s'inscrire à un tel type de cours.

Pour sa part, le Département de science politique de l'Université Concordia a procédé à l'embauche d'un professeur apte à donner des cours reflétant cette perspective.

Quant à l'implantation du programme de maîtrise interuniversitaire en études féministes par l'Université Concordia, l'Université McGill et l'Université du Québec à Montréal, les responsables de l'Institut Simone de Beauvoir, de l'Université Concordia ont réitéré leur vif intérêt pour un tel projet.

Cependant, il y a une réticence de la part des responsables des programmes d'études féministes de l'Université du Québec à Montréal à créer un diplôme de maîtrise. Contrairement à ce qui a été développé du côté des *Women's Studies* dans les établissements anglophones, le choix de l'Université du Québec à Montréal a plutôt été de mettre sur pied, en 1993, une concentration de deuxième cycle permettant l'intégration du questionnement féministe dans plusieurs disciplines. Il s'est ainsi développé un champ des études féministes dans plusieurs départements plutôt qu'un seul programme.

Les membres de l'IREF en sont venues à la décision de maintenir l'approche multidisciplinaire en études féministes, qui contribue, à leur sens, à mieux outiller les étudiants dans leur compréhension des rapports sociaux de sexe dans les organisations où ils seront amenés à œuvrer.

Cela étant dit, c'est peut-être davantage vers la mobilité étudiante interinstitutionnelle que se tourneront les établissements montréalais. À titre d'exemple, l'Université du Québec à Montréal accueille plusieurs étudiants de l'Université Concordia, de l'Université McGill et de l'Université de Montréal, qui s'inscrivent par entente interuniversitaire au cours obligatoire de la concentration en études féministes: *Séminaire multidisciplinaire : approches, théories et méthodes de recherche en études féministes*.

Enfin, l'Université Laval, qui offre un diplôme de deuxième cycle en études féministes, compte suivre deux principales orientations : la création d'une maîtrise sur mesure dans le domaine, de même que la mise sur pied d'une concentration en études féministes au niveau du baccalauréat.

Chapitre 3

Bilan de la situation depuis les travaux de la CUP

3.1 L'après-CUP : réformes et décloisonnement des programmes du secteur

De façon générale, la programmation du secteur SCIENCE POLITIQUE, SOCIOLOGIE ET SCIENCES SOCIALES, ANTHROPOLOGIE ET ETHNOLOGIE, SCIENCES DU LOISIR, ÉTUDES FÉMINISTES, ET ÉTUDES ETHNIQUES ET CULTURELLES est demeurée relativement stable depuis la parution récente du rapport sectoriel de la Commission des universités sur les programmes (CUP), en février 2000. Seuls quelques programmes du secteur ont été abandonnés et peu de programmes ont été créés depuis l'automne 1999. Toutefois, il convient de rappeler qu'en 1999, un certain nombre de programmes avaient été mis sur pied et que plusieurs changements étaient déjà amorcés.

En effet, les programmes du secteur ont été touchés – et le sont toujours – par diverses réformes instaurées au sein des universités ces dernières années. L'entreprise de décloisonnement, qui avait déjà lieu à l'époque de la CUP, est de plus en plus marquée dans le monde universitaire : le couplage des formations s'est élargi dans bon nombre d'établissements et la place faite aux divers cours suivis hors discipline s'est également étendue. Le suivi de la recommandation n° 1 a d'ailleurs été l'occasion de le constater.

3.2 Une contribution significative aux programmes multidisciplinaires ou d'autres disciplines

La contribution des sciences sociales dans plusieurs programmes multidisciplinaires continue d'être significative. Plusieurs programmes ont déjà été cités en exemple, auxquels s'ajoutent d'autres programmes de baccalauréat ou de cycles supérieurs. À l'Université de Montréal, les départements de sociologie, de science politique et d'anthropologie participent au doctorat en sciences humaines appliquées. Depuis janvier 2002, l'Université offre également une maîtrise en études internationales administrée au Département de science politique et réunissant les ressources de plusieurs facultés. Le programme n'a pas encore subi le processus d'évaluation de projets de programmes. Quant au baccalauréat en études internationales, il a reçu un avis positif de qualité de la CREPUQ au printemps 2001 et est en attente d'une autorisation par le MEQ. Pour sa part, l'Université McGill devrait offrir, au courant de l'année 2002, un programme de doctorat *ad hoc* en études européennes placé sous la responsabilité de la Faculté de droit et du Département des sciences sociales.

Le Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Rimouski contribue au nouveau programme de baccalauréat en communication (profil relations humaines; programme extensionné de l'Université du Québec à Montréal) dont la formation théorique est aux croisements de divers champs disciplinaires parmi lesquels figure la sociologie. Il participe aussi à la nouvelle maîtrise en études des pratiques psychosociales. Par ailleurs, dès janvier 2002, l'Université du Québec à Hull offrira la maîtrise en développement régional de l'Université du Québec à Rimouski. Selon le représentant de l'établissement, le rapport de la CUP a facilité l'élaboration du projet de développement des sciences sociales.

D'autres programmes multidisciplinaires pourraient voir le jour au cours des prochaines années. Dans le domaine de la science politique, un projet de doctorat conjoint de l'Université Concordia et de l'Université du Québec à Montréal est actuellement sur la table. En outre, la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal a vu la Commission des études approuver, en décembre 2001, la création de deux programmes bidisciplinaires : baccalauréat en science politique et philosophie, ainsi qu'un baccalauréat en psychologie et sociologie. La Commission des études de l'Université du Québec à Chicoutimi a approuvé la modification du baccalauréat en

sociologie (avec majeure) en baccalauréat bidisciplinaire en sociologie et anthropologie. Le programme sera offert à compter de l'automne 2002. L'Université du Québec à Montréal compte également mettre sur pied deux baccalauréats bidisciplinaires : un baccalauréat en relations internationales et droit international – comprenant notamment plusieurs cours de langues obligatoires et de sociologie – et un baccalauréat en communication et politique. L'entrée en vigueur de ces programmes est prévue d'ici l'automne 2003. Le Conseil universitaire de l'Université Laval a donné son accord pour que soit créé, avec l'Institut d'études politiques de Bordeaux, un diplôme d'études supérieures (DÉS) conjoint en affaires publiques et représentation des intérêts.

Enfin, le Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia maintient son intention d'implanter un programme de doctorat en études socioculturelles. Contrairement à ce qui était annoncé dans le rapport de la CUP, le programme ne serait toutefois pas mis sur pied en collaboration avec d'autres départements de l'Université ni avec d'autres établissements montréalais. Il semble que l'intérêt de l'Université McGill et de l'Université de Montréal, qui possèdent déjà des programmes de troisième cycle en anthropologie et en sociologie, soit limité à l'égard de ce projet.

3.3 L'après-CUP : des programmes aux dimensions nouvelles

Une tendance nouvelle se dessine : on assiste actuellement à une certaine forme de « professionnalisation » dans les programmes du secteur des sciences sociales qui n'était pas à l'ordre du jour il y a quelques années. En effet, comme on l'a déjà noté dans le cadre du suivi de la recommandation n° 5, la tendance à inclure des applications pratiques, notamment au moyen de stages, est de plus en plus présente dans les programmes de bon nombre d'établissements et ce, à tous les cycles d'études. Plusieurs programmes répondent ainsi mieux aux impératifs d'acquisition de compétences complémentaires et d'insertion professionnelle des diplômés en sciences sociales. Un certain nombre d'établissements songent d'ailleurs à prendre de nouvelles initiatives qui s'inscrivent dans cette tendance.

Par ailleurs, l'internationalisation représente un autre impératif auquel répondent certains programmes du secteur, notamment par l'introduction de plus en plus fréquente de cours de langues étrangères dans des programmes de baccalauréat, ainsi que par l'offre de stages à l'étranger.

Conclusion

En guise de conclusion, on retiendra d'abord qu'il s'agit d'un secteur dynamique, qui contribue toujours de manière significative aux autres disciplines. On retiendra ensuite que les universités se sont adaptées aux nouvelles réalités, comme l'attestent les orientations qui ont été prises depuis 1999 jusqu'à ce jour. En effet, les établissements ont su innover en trouvant des façons de faire originales, qui correspondent à leurs réalités institutionnelles. Qu'il suffise de penser aux nombreuses transformations de décroïsonnement des programmes, aux initiatives prises au plan du financement des études de deuxième et de troisième cycles, de même que des mesures mises sur pied pour favoriser la persévérance et la diplomation.

Le présent rapport a également été l'occasion de constater que le secteur a renforcé ses rapports avec le marché du travail et qu'il s'est ouvert à l'internationalisation. La mobilité étudiante internationale semble de plus en plus acquise, se réalisant même parfois plus aisément que la mobilité étudiante au sein des établissements universitaires québécois.

En ce qui concerne la concertation interuniversitaire, avenue encouragée par la Commission des universités sur les programmes, on a pu constater qu'elle demeure parfois difficilement réalisable, et ce, même dans la région montréalaise. En effet, c'est davantage *intra muros* que la concertation se réalise.

Enfin, dans la mesure où la publication du rapport sectoriel de la CUP est récente le Groupe de travail tient à préciser qu'il faudra du temps pour évaluer judicieusement l'effet des diverses mesures qui ont été prises au sein des établissements.

Cadre de référence du Comité de suivi sur les programmes (CSP) et des groupes de travail sectoriels (abrégé)

Dans son « Rapport final présenté au ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse » et intitulé : *Pour une vision concertée de la formation universitaire : diversité et complémentarité*, la Commission des universités sur les programmes (CUP) a formulé les trois recommandations suivantes à l'intention de la CREPUQ :

- « 2. *Que la CREPUQ, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, prenne les moyens et alloue les ressources requises pour que les données colligées par la CUP soient constamment mises à jour;*
3. *Que la CREPUQ, pour assurer un suivi aux travaux de la Commission, avise des moyens de surveiller les suites données par les universités aux recommandations contenues dans les derniers (sic) rapports de la CUP, du fait de la fin de ses activités;*
4. *Que la CREPUQ, afin de poursuivre le travail de rationalisation dans l'offre de programmes et de maintenir une complémentarité dans la programmation, organise, périodiquement, une rencontre des représentants des universités par secteur disciplinaire, sur le modèle des 23 sous-commissions, pour faire le point sur l'évolution de la situation des programmes depuis la publication des rapports de la CUP; ».*

Le Conseil d'administration de la CREPUQ a résolu, en novembre 2000, d'assurer la mise en œuvre de ces recommandations en confiant au Comité des affaires académiques le soin d'y donner suite. À cette fin, des groupes de travail sont mis sur pied dans chacun des secteurs ou regroupements disciplinaires ; les établissements universitaires qui offrent des programmes de grade dans un secteur donné désignent leurs représentants au groupe de travail correspondant.

Le CA a également convenu de former un Comité de suivi sur les programmes composé d'universitaires à la retraite provenant de disciplines et d'établissements différents, qui connaissent bien le système universitaire et jouissent d'une bonne crédibilité auprès de la communauté. Le mandat du Comité, dont les membres assumeront à tour de rôle la présidence des groupes de travail, consiste à superviser la réalisation des travaux et à en assurer la cohérence, en liaison avec le Comité des affaires académiques.

Chaque groupe de travail tiendra deux réunions – ou trois, à titre exceptionnel – et produira, à l'intention du Comité des affaires académiques, un court rapport qui contiendra la mise à jour des données pertinentes et fera état de la situation des programmes et des activités de collaboration poursuivies depuis la publication du rapport de la CUP, lequel constituera son point de départ obligé.

[...]

Pour ce qui est de l'invitation à « poursuivre le travail de rationalisation dans l'offre de programmes et de maintenir une complémentarité dans la programmation », selon la recommandation 4, en faisant « le point sur l'évolution de la situation des programmes depuis la publication des rapports de la CUP », les groupes de travail pourraient à leur tour formuler des recommandations, étant entendu qu'il appartient au Comité des affaires académiques d'y donner suite, s'il y a lieu.

Programme d'activités et calendrier

On trouvera à la page suivante la liste des disciplines ou groupes de disciplines classés dans l'ordre où ils seront examinés par les groupes de travail correspondants au cours des trois prochaines années.

Il est à noter que les changements ci-après ont été apportés aux regroupements disciplinaires retenus par la CUP :

- a) « travail social et animation sociale et culturelle » ont été retirés du groupe # 11 (« sciences infirmières, santé communautaire, épidémiologie », etc.) et placés dans le nouveau regroupement # 13 avec « criminologie », qui faisait partie du groupe # 5 (« science politique, sociologie et disciplines apparentées », etc.);
- b) « droit » et « philosophie et éthique » sont séparés en deux secteurs distincts;
- c) « études et production cinématographiques », qui faisaient partie du groupe # 19 (« arts visuels et médiatiques, danse, art dramatique, etc. »), ont été reclassées dans le groupe # 6 avec « communication »;
- d) « musique », qui a fait l'objet du tout premier rapport de la CUP, a été placée avec les autres disciplines artistiques dans le groupe # 19 (« arts visuels et médiatiques, danse, art dramatique, etc. »);
- e) « podiatrie » a été ajoutée au groupe # 16 (« orthophonie et audiologie, ergothérapie, physiothérapie », etc.) ;
- f) « optométrie » est passée du groupe # 16 (« orthophonie et audiologie, ergothérapie, physiothérapie », etc.) au groupe # 21 (« médecine dentaire et pharmacie »).

Enfin, considérant que l'éducation, l'éducation physique et l'enseignement des arts devraient faire l'objet de travaux concomitants, il est prévu que les groupes de travail chargés de ces secteurs puissent siéger au cours de la même période.

Adopté par le Comité des affaires académiques le 11 mai 2001 et révisé le 23 avril 2002

Regroupements disciplinaires et calendrier des travaux

AN 1

1. Physique, mathématiques, informatique
2. Études littéraires, langues et littératures modernes et études anciennes
3. Linguistique, traduction, français et anglais
4. Philosophie et éthique
5. Science politique, sociologie et disciplines apparentées, anthropologie, études féministes, sciences du loisir et récréologie
6. Communication, études et production cinématographiques
7. Génie
8. Théologie et sciences des religions

AN 2

9. Biologie, chimie, biochimie, microbiologie, sciences biomédicales et sciences de l'environnement
10. Sciences de la terre, de l'eau et de l'atmosphère
11. Spécialités médicales
12. Psychologie, psychoéducation et sexologie, travail social, animation sociale et culturelle, criminologie
13. Architecture, design, aménagement, urbanisme et études urbaines
14. Histoire, géographie, archivistique, bibliothéconomie, sciences de l'information, archéologie, démographie
15. Orthophonie et audiologie, ergothérapie, physiothérapie, sciences de la réadaptation, ergonomie, chiropratique, pratique sage-femme, podiatrie
16. Éducation

AN 3

17. Éducation physique et sciences de l'activité physique
18. Arts visuels et médiatiques, danse, art dramatique, musique, enseignement des arts, histoire de l'art et muséologie
19. Études en administration, économique et relations industrielles
20. Médecine dentaire, pharmacie et optométrie
21. Droit
22. Sciences infirmières, santé communautaire, épidémiologie, hygiène du milieu, gérontologie et gestion des services de santé
23. Sciences de l'agriculture, médecine vétérinaire, nutrition, sciences des aliments et sciences de la consommation

Adopté par le Comité des affaires académiques le 2 mars 2001 et révisé le 11 mai 2001.

Liste des membres du Comité de suivi sur les programmes (CSP)

DEROME, Jean-Robert	Professeur honoraire du Département de physique de l'Université de Montréal
DIORIO, Mattio	Professeur honoraire de l'École des hautes études commerciales (HÉC)
DOMINGUE, Nicole	Professeure honoraire du Département linguistique de l'Université McGill
GODBOUT, Paul	Professeur honoraire du Département d'éducation physique de l'Université Laval
GOULET, Georges	Professeur honoraire du secteur de l'éducation, UQAH
LEROUX, Adrien	Professeur honoraire du Département de génie électrique et de génie informatique de l'Université de Sherbrooke
SABOURIN, Jean-Guy	Professeur honoraire du Département de théâtre de l'UQAM

Liste des membres du Groupe de travail sur les programmes de science politique, de sociologie et disciplines apparentées, d'anthropologie, de récréologie et de sciences du loisir, de criminologie et d'études féministes

BOISMENU, Gérard	Département de science politique, Université de Montréal
BONNEAU, Micheline	Département des sciences humaines, UQAR
DEROME, Jean-Robert	Professeur honoraire du Département de physique de l'Université de Montréal
GAGNÉ, Gilbert	Department of Political Studies, Université Bishop's
GUAY, Louis	Département de sociologie, Université Laval
LECOURS, André	Département de science politique, Université Concordia
MEADWELL, Hudson	Faculté des arts, Université McGill
MORENCY, Marc-André	Module des sciences humaines, UQAC
PRONOVOST, Gilles	Département des sciences du loisir et de la communication sociale, UQTR
RAFIE, Marcel	Département de sociologie, UQAM
TREMBLAY, Daniel	Département de travail social, UQAH

Chargées de recherche au Comité du suivi sur les programmes (CSP)

CARREAU, Isabelle	CREPUQ
VIGNOLA, Julie	CREPUQ

- Annexe III -
Tableaux sur les effectifs étudiants
sur les crédits-étudiants,
le corps professoral et
le financement de la recherche

Tableau 3 – Données sur les effectifs étudiants en science politique au premier cycle, de 1986 à 2000

	Certificat/Mineure							Baccalauréat								
	Bishop's	Concordia	Laval	UdeM	Sherbrooke	Sherbrooke	UQAM	Total	Bishop's	Concordia	Laval ¹	McGill	UdeM ²	UQAC	UQAM	Total
					Rel. internat.	Études pol.	Gest.									
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)																
1986	3	62	249	33			55	402	61	910	533	643	360	30	639	3176
1987	8	68	176	28			70	350	89	924	443	653	357	44	620	3130
1988	8	67	165	31			64	335	95	1027	441	650	381	45	588	3227
1989	11	78	171	43			66	369	121	1164	489	619	380	45	572	3390
1990	16	93	179	42			65	395	130	1220	509	590	366	46	628	3489
1991	15	96	178	58		23	67	437	119	1254	499	589	357	42	728	3588
1992	14	94	149	64		9	70	400	117	1132	473	535	351	50	731	3389
1993	16	92	134	39		29	71	381	131	1079	447	543	337	56	748	3341
1994	20	80	113	47		24	74	358	117	1037	368	476	314	62	727	3101
1995	20	56	116	52		19	58	321	110	962	355	463	281	61	721	2953
1996	18	46	76	48	15	15	61	279	86	940	358	402	268	59	682	2795
1997	14	63	71	57	21	16	55	297	72	916	331	377	317	47	612	2672
1998	26	54	72	72	12	12	43	291	85	933	316	435	380	34	485	2668
1999	31	55	56	74	16	4	45	281	92	968	293	479	542	26	436	2836
2000	30	79	64	97	13	4	31	318	77	1010	331	565	697	19	396	3095
DIPLÔMES DÉCERNÉS																
1990	5	26	24	23			19	97	22	183	72	177	74	<i>n.d.</i>	91	619
1991	7	34	20	25		3	7	96	29	211	85	176	72		117	690
1992	8	29	16	32		9	13	107	34	257	84	188	81		97	741
1993	8	25	22	34		7	11	107	34	241	104	158	91		107	735
1994	6	20	18	30		18	21	113	26	232	91	185	81		158	773
1995	12	21	13	28		13	26	113	37	199	86	161	86		125	694
1996	6	29	18	35		13	20	121	37	189	69	151	70		129	645
1997	7	13	19	21	8	4	11	83	28	184	75	138	58		127	610
1998	6	17	9	23	9	5	16	85	26	187	88	109	67		130	607
1999	0	22	3	28	8	9	10	80	15	175	80	129	79	<i>n.d.</i>	152	630
2000	1	23	9	30	6	3	13	85	27	188	75	131	95	<i>n.d.</i>	95	611
NOUVELLES INSCRIPTIONS																
1992	3	23	139	52		14	33	264	44	381	288	118	168	27	294	1320
1993	0	17	121	29		33	35	235	42	357	256	108	146	35	297	1241
1994	2	17	92	41		31	28	211	23	358	172	100	135	28	327	1143
1995	3	13	95	40		21	28	200	31	299	205	93	139	31	333	1131
1996	1	12	71	39	15	24	35	197	29	307	184	69	119	29	278	1015
1997	0	11	61	51	26	17	25	191	21	321	160	72	181	20	206	981
1998	7	6	64	67	12	7	22	185	33	333	155	103	220	15	196	1055
1999	0	12	48	81	17	5	17	180	50	354	152	124	306	13	189	1188
2000	0	16	67	98	17	7	10	215	54	413	119	121	328	10	154	1199

¹ Comprend, à partir de l'automne 2000, les effectifs du baccalauréat intégré en études internationales et langues modernes.

² Comprend les effectifs des baccalauréats bidisciplinaires en science politique et communication et en science politique et économie (à partir de 1997), et ceux du baccalauréat en études internationales (depuis l'automne 1999).

Tableau 4 – Données sur les effectifs étudiants en science politique aux cycles supérieurs, de 1986 à 2000

	Maîtrise							Doctorat					
	Concordia	Laval	Laval	Laval	McGill	UdeM	UQAM	Total	Laval	McGill	UdeM	UQAM	Total
	<i>Public Policy & Public Admin.</i>	<i>Analyses pol.</i>	<i>Sc. pol.</i>	<i>Rel. internat.</i>									
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)													
1986	52	21	104		62	147	132	518	47	19	54	59	179
1987	56	21	97	8	56	139	134	511	51	24	49	55	179
1988	58	29	89	24	46	127	132	505	56	27	50	59	192
1989	57	22	64	24	52	130	127	476	44	31	50	55	180
1990	83	18	69	36	64	115	138	523	41	28	46	57	172
1991	119	13	59	60	57	88	130	526	45	39	43	63	190
1992	136	14	75	62	66	83	122	558	48	46	47	57	198
1993	122	16	83	48	69	81	102	521	44	42	50	49	185
1994	122	20	83	51	58	85	118	537	53	45	43	53	194
1995	113	19	89	41	47	85	118	512	51	44	43	48	186
1996	107	22	88	50	38	81	110	496	57	42	46	42	187
1997	104	24	55	57	33	61	114	448	65	53	45	47	210
1998	119	23	62	62	38	60	105	469	59	47	35	56	197
1999	130	24	56	60	52	69	125	516	52	50	35	54	191
2000	123	37	58	53	47	74	135	527	50	55	38	53	196
DIPLÔMES DÉCERNÉS													
1990	11	7	20	7	5	27	14	91	7	4	2	3	16
1991	12	8	19	3	33	27	14	116	6	1	4	3	14
1992	10	2	22	13	29	16	15	107	3	3	3	3	12
1993	35	3	20	19	29	23	24	153	5	3	3	5	16
1994	25	2	33	18	24	20	14	136	4	4	4	7	19
1995	23	6	19	27	23	20	19	137	7	6	1	3	17
1996	32	4	18	13	22	24	20	133	4	3	2	5	14
1997	31	5	24	16	27	38	24	165	5	1	5	4	15
1998	12	7	26	27	17	13	32	134	10	3	7	2	22
1999	27	7	18	19	12	18	24	125	9	6	2	2	19
2000	36	4	16	26	23	15	13	133	5	6	3	1	15
NOUVELLES INSCRIPTIONS													
1992	34	9	40	25	40	32	43	223	15	14	19	17	65
1993	30	13	50	23	58	32	34	240	11	8	18	15	52
1994	37	13	46	26	32	43	45	242	21	15	10	14	60
1995	23	11	46	20	35	39	46	220	10	11	10	11	42
1996	29	9	28	23	22	32	58	201	13	4	12	14	43
1997	30	9	23	27	30	27	47	193	19	18	11	17	65
1998	38	9	42	31	28	27	62	237	11	7	4	20	42
1999	43	19	35	30	38	36	67	268	3	11	8	17	39
2000	39	27	35	34	28	29	57	249	11	14	10	16	51

Tableau 5 – Données sur les effectifs étudiants des certificats et mineures en sociologie et en sciences sociales, de 1986 à 2000

	Bishop's	Concordia <i>Minor Sociology</i>	Concordia <i>Minor Sc. & Hum. Aff.</i>	Laval	UdeM	UQAM <i>Certificat Sc. sociales</i>	UQAM <i>Certificat Imm. & rel. inter.</i>	TÉLUQ <i>Certificat Sc. sociales</i>	Total
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)									
1986	6	35	2	185	69	115		139	551
1987	8	31	1	153	39	119		155	506
1988	5	25	2	108	56	138		160	494
1989	3	33	2	131	64	135	18	237	623
1990	3	26	6	125	64	142	53	291	710
1991	7	32	4	116	61	179	59	253	711
1992	17	39	3	144	61	212	61	216	753
1993	28	51	2	168	79	185	60	193	766
1994	59	42	3	126	76	228	73	153	760
1995	50	60	4	103	41	282	78	137	755
1996	35	50	0	62	46	251	89	121	654
1997	32	57	4	60	37	213	78	105	586
1998	31	45	5	34	57	181	88	84	525
1999	28	52	–	31	51	169	66	55	452
2000	17	51	–	37	44	139	58	68	414
DIPLÔMES DÉCERNÉS									
1990	2	15	0	7	35	32		26	117
1991	3	8	1	5	34	39	5	52	147
1992	3	8	0	14	34	48	13	69	189
1993	12	10	1	12	35	81	10	61	222
1994	9	16	1	9	33	65	27	52	212
1995	23	9	1	15	42	88	28	49	255
1996	26	23	1	11	31	86	24	33	235
1997	14	12	0	7	19	88	29	34	203
1998	14	16	1	7	17	81	32	32	200
1999	9	11	–	4	28	94	35	29	210
2000	13	21	–	7	21	56	30	21	169
NOUVELLES INSCRIPTIONS									
1992	2	9	1	168	62	177	37	192	648
1993	1	6	0	166	83	139	39	161	595
1994	4	4	0	113	79	199	46	124	569
1995	4	7	2	91	41	227	61	113	546
1996	1	12	0	62	54	187	63	107	486
1997	3	10	0	56	39	161	55	90	414
1998	2	4	1	30	55	143	65	69	369
1999	n.d.	7	–	24	47	147	48	46	319
2000	n.d.	14	–	30	43	108	46	62	303

Tableau 6 – Données sur les effectifs étudiants au baccalauréat en sociologie et en sciences sociales, de 1986 à 2000

	Sociologie								Sciences sociales						
	Bishop's	Concordia	Laval	McGill	UdeM	UQAM	UQAR	Total	Concordia ¹ <i>Human Rel.</i>	Concordia <i>Sc. & Hum. Aff.</i>	UQAC	UQAH	UQAM <i>Sci., tech. & soc.</i>	UQAT	Total
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)															
1986	43	463	168	146	236	334	47	1437	387	16	73	27			503
1987	46	514	131	174	260	266	42	1433	374	28	65	36	37	1	541
1988	50	514	121	160	208	249	38	1340	361	56	49	44	37	1	548
1989	50	530	130	142	203	236	41	1332	320	57	37	39	50	1	504
1990	68	471	132	148	172	234	39	1264	350	70	30	37	49		536
1991	109	501	165	143	194	312	39	1463	333	56	30	36	53		508
1992	104	517	216	145	225	320	32	1559	329	69	22	30	68		518
1993	117	541	198	188	271	343	39	1697	363	82	13	32	59	10	559
1994	115	540	214	201	258	417	54	1799	321	88	33	39	78	13	572
1995	123	583	178	215	258	440	56	1853	339	86	32	35	86	25	603
1996	121	596	157	216	206	471	51	1818	329	77	26	37	81	28	578
1997	111	592	147	193	133	374	29	1579	267	65	22	34	64	34	486
1998	99	553	123	198	120	328	21	1442	299	56	18	31	55	23	482
1999	73	565	102	206	112	274	14	1346	351	41	8	30	58	11	499
2000	75	582	96	182	121	266	7	1329	492	22	3	34	32	4	587
DIPLÔMES DÉCERNÉS															
1990	16	99	19	41	40	39	11	265	49	6	13	3	7		78
1991	10	94	15	37	40	33	4	233	69	9	11	6	10		105
1992	14	80	16	44	43	42	14	253	61	6	10	7	10		94
1993	34	103	35	38	39	46	10	305	53	8	9	5	8		83
1994	29	101	21	44	35	47	3	280	70	14	2	3	12		101
1995	33	93	35	49	47	53	8	318	58	8	6	8	6		86
1996	37	103	44	46	68	40	8	346	57	12	3	3	7	2	84
1997	34	85	33	80	70	57	8	367	65	7	3	4	12	2	93
1998	37	114	38	61	52	78	10	390	80	11	6	9	14	1	121
1999	34	130	25	53	48	66	3	359	84	3	2	10	13	10	122
2000	29	127	30	60	18	55	3	322	82	6	4	3	17	7	119
NOUVELLES INSCRIPTIONS															
1992	33	184	187	35	137	165	15	756	75	30	10	16	33		164
1993	41	185	140	51	171	193	25	806	101	43	6	24	26	10	210
1994	32	191	127	45	134	250	34	813	90	53	25	28	42	8	246
1995	38	219	98	49	144	255	29	832	95	29	23	36	38	16	237
1996	38	192	82	38	106	218	24	698	66	36	8	23	30	15	178
1997	27	164	73	44	72	132	6	518	51	25	12	20	14	14	136
1998	21	159	67	46	69	115	11	488	58	22	6	19	15	1	121
1999	15	168	51	40	80	109	5	468	136	6	-	21	20	-	183
2000	17	198	55	25	71	91	0	457	141	0	-	20	8	-	169

Tableau 7 – Données sur les effectifs étudiants en sociologie et en études régionales aux cycles supérieurs, de 1986 à 2000

	Sociologie						Études rég./Dév. rég.										
	Maîtrise			Doctorat			Maîtrise			Doctorat							
	Conc.	Conc.	Total	Laval	McGill	UdeM	UQAM	Total	Laval	McGill	UdeM	UQAM	Total	UQAC	UQAR	Total	
<i>Human Relation</i>																	
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)																	
1986	36		449	131	18	121	143	187	39	17	87	44	187	45	52	97	
1987	40		393	104	19	105	125	205	41	20	90	54	205	45	49	94	
1988	44		356	82	23	91	116	202	37	15	83	67	202	49	45	94	
1989	38		334	75	25	83	113	218	43	17	80	78	218	56	46	102	
1990	41		314	68	20	72	113	234	57	18	74	85	234	56	53	109	
1991	47		275	55	12	64	97	247	60	26	77	84	247	58	61	119	
1992	55		298	49	23	74	97	252	60	30	74	88	252	55	64	119	
1993	46		318	60	28	72	112	257	67	29	69	92	257	58	72	130	
1994	44		327	63	25	89	106	262	67	33	68	94	262	48	70	118	
1995	47	12	360	81	17	93	110	279	73	40	67	99	279	46	60	106	
1996	50	23	358	73	28	84	100	281	78	43	67	93	281	43	47	90	3
1997	47	27	358	78	15	90	101	272	72	47	65	88	272	44	60	104	7
1998	47	45	348	71	11	68	106	247	66	41	62	78	247	43	51	94	9
1999	49	–	302	56	11	67	119	240	75	41	53	71	240	41	46	87	12
2000	49	–	282	61	10	63	99	207	57	30	49	71	207	39	44	83	16
DIPLÔMES DÉCERNÉS																	
1990	7		58	11	6	22	19	15	1	1	12	1	15	1	5	6	
1991	4		52	15	6	15	16	9	1	1	5	2	9	11	6	17	
1992	6		57	9	10	14	24	24	6	1	6	11	24	10	7	17	
1993	19		41	14	3	11	13	20	7	1	7	5	20	8	6	14	
1994	6		45	10	6	13	16	23	8	1	8	6	23	6	8	14	
1995	6		49	10	7	18	14	23	8	3	5	7	23	5	11	16	
1996	7		60	13	10	19	18	32	9	5	6	12	32	5	6	11	
1997	9	8	63	13	7	16	19	20	6	3	6	5	20	5	10	15	
1998	10	5	82	20	15	21	21	30	7	7	7	9	30	5	7	12	
1999	9	–	61	15	6	14	17	23	5	1	9	8	23	7	2	9	
2000	10	–	62	12	5	13	22	27	8	6	5	8	27	5	8	13	
NOUVELLES INSCRIPTIONS																	
1992	15		120	19	17	38	31	64	16	9	14	25	64	21	24	45	
1993	15		127	28	11	29	44	61	21	7	14	19	61	17	18	35	
1994	9		120	25	8	38	40	67	19	7	17	24	67	16	16	32	
1995	18	12	148	41	6	39	32	65	20	11	16	18	65	12	14	26	
1996	14	11	135	26	10	37	37	63	16	10	13	24	63	13	17	30	3
1997	7	14	136	27	7	33	48	66	15	13	17	21	66	12	30	42	5
1998	13	17	133	24	8	23	48	53	18	2	17	16	53	16	8	24	4
1999	16	–	115	20	6	34	39	57	20	6	14	17	57	22	13	35	3
2000	21	–	122	34	5	26	36	54	11	4	14	25	54	18	10	28	5

Tableau 8 – Données sur les effectifs étudiants en anthropologie aux trois cycles, de 1986 à 2000

	Certificat/Mineure					Baccalauréat					Maîtrise					Doctorat			
	Bishop's ¹	Concordia	Laval	UdeM	Total	Concordia	Laval	McGill	UdeM	Total	Concordia	Laval	McGill	UdeM	Total	Laval	McGill	UdeM	Total
	Minor	Minor	Min. ou cert.	Mineure		<i>Maj./Spec./Hon.</i>													
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)																			
1986		10	59	45	114	112	112	130	256	610		45	13	130	188	28	27	40	95
1987		9	51	37	97	152	93	129	230	604		42	10	134	186	29	28	57	114
1988		8	45	46	99	173	86	150	211	620		47	9	131	187	28	29	49	106
1989		8	46	52	106	194	95	148	208	645		45	13	116	174	32	26	54	112
1990		15	39	54	108	190	109	182	246	727		42	17	113	172	40	25	56	121
1991		15	50	52	117	196	119	185	227	727		46	15	121	182	37	24	53	114
1992	17	15	51	59	142	180	146	183	276	785		57	14	119	190	38	21	58	117
1993	16	17	62	74	169	189	180	156	316	841		66	13	112	191	38	22	68	128
1994	17	21	45	82	165	205	209	181	351	946		68	16	117	201	34	21	70	125
1995	17	21	50	61	149	230	192	195	382	999		60	13	127	200	31	29	63	123
1996	10	27	50	76	163	205	230	206	414	1055	8	68	6	121	203	24	34	73	131
1997	9	20	38	82	149	192	256	220	408	1076	16	68	14	120	218	25	41	69	135
1998	26	24	38	59	147	174	248	226	427	1075	19	58	17	127	221	27	34	65	126
1999	27	23	46	64	160	174	242	200	419	1035	22	46	19	119	206	23	38	65	126
2000	10	17	52	79	158	169	204	212	364	949	30	42	20	102	194	23	34	63	120
DIPLOMÉS DÉCERNÉS																			
1990		1	6	15	22	20	13	29	38	100		8	3	14	25	5	4	2	11
1991		2	3	20	25	28	15	35	45	123		7	3	25	35	4	3	12	19
1992		3	5	23	31	31	28	44	46	149		9	4	22	35	3	6	6	15
1993	8	3	4	27	42	29	24	64	65	182		12	6	26	44	9	3	2	14
1994	7	4	12	24	47	24	35	43	?	?		15	11	19	45	2	5	7	14
1995	5	3	8	34	50	36	25	48	49	158		17	5	18	40	4	1	9	14
1996	6	6	9	30	51	27	29	42	70	168		15	10	22	47	6	4	2	12
1997	6	5	13	34	58	32	39	60	93	224		14	3	18	35	3	3	5	11
1998	5	4	8	28	45	35	31	53	100	219	3	21	1	26	51	3	5	6	14
1999	6	8	12	36	62	33	44	64	92	233	3	19	4	31	57	6	2	8	16
2000	9	9	9	36	63	35	46	56	107	244	3	21	8	26	58	1	3	9	13
NOUVELLES INSCRIPTIONS																			
1992		1	50	55	106	67	100	38	163	368		35	4	43	82	9	4	16	29
1993	2	4	61	77	144	74	110	30	190	404		30	8	41	79	12	6	20	38
1994	1	5	50	78	134	73	111	47	210	441		31	10	44	85	7	5	15	27
1995	4	3	55	57	119	96	102	52	218	468		21	8	53	82	3	13	13	29
1996	0	5	51	77	133	72	131	45	212	460	8	39	3	44	94	8	12	14	34
1997	2	1	36	71	110	74	128	63	198	463	9	31	12	50	102	7	11	15	33
1998	5	3	41	57	106	58	125	59	211	453	8	22	7	49	86	10	8	12	30
1999	2	5	44	70	121	58	120	47	189	414	12	21	7	49	89	7	8	22	37
2000	1	3	44	89	137	54	104	39	157	354	11	24	11	34	80	3	3	19	25

¹ Les effectifs du programme *Communication and Cultural Studies Minor*, en vigueur depuis 1998, ont été ajoutés

Tableau 9 – Données sur les effectifs étudiants en ethnologie aux trois cycles, de 1986 à 2000

	ETHNOLOGIE					
	Min./cert.	Baccalauréat			Maîtrise	Doctorat
	Laval	Concordia	Laval	Total	Laval	Laval
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)						
1986	15		27	42	47	20
1987	15		19	34	38	21
1988	16		18	34	32	18
1989	19		13	32	38	15
1990	13		19	32	28	11
1991	17		21	38	22	18
1992	21		18	39	26	27
1993	15		23	38	27	30
1994	12		21	33	28	32
1995	10	4	20	34	24	36
1996	12	10	15	37	24	32
1997	18	25	28	71	20	34
1998	10	35	19	64	12	33
1999	12	39	14	65	13	27
2000	10	30	9	49	12	22
DIPLÔMES DÉCERNÉS						
1990	4			4	13	2
1991	2			2	9	1
1992	2		1	3	4	0
1993	0		0	0	4	0
1994	2		0	2	2	5
1995	2		0	2	4	1
1996	1	1	0	2	4	2
1997	0	1	0	1	3	1
1998	4	1	2	7	6	2
1999	2	1	0	3	3	2
2000	3	4	0	7	1	1
NOUVELLES INSCRIPTIONS						
1992	17		13	30	10	8
1993	7		11	18	13	4
1994	10		15	25	13	13
1995	9	1	14	24	5	10
1996	13	7	9	29	8	5
1997	16	18	23	57	7	6
1998	10	21	13	44	11	6
1999	7	21	12	40	11	3
2000	9	15	6	30	5	3

Tableau 10 – Données sur les effectifs étudiants en sciences du loisir, de 1986 à 2000

SCIENCES DU LOISIR				
Baccalauréat				Maîtrise
	Concordia	UQTR	Total	UQTR
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)				
1986	134	200	334	27
1987	119	176	295	23
1988	137	155	292	22
1989	145	145	290	37
1990	152	147	299	32
1991	174	148	322	37
1992	173	167	340	36
1993	178	167	345	31
1994	159	203	362	41
1995	142	254	396	41
1996	139	264	403	40
1997	133	276	409	52
1998	134	244	378	51
1999	134	206	340	49
2000	126	191	317	49
DIPLOMES DÉCERNÉS				
1990	33	36	69	3
1991	24	39	63	3
1992	32	35	67	6
1993	31	36	67	6
1994	38	38	76	4
1995	38	43	81	10
1996	22	50	72	1
1997	43	49	92	5
1998	24	75	99	8
1999	32	67	99	10
2000	27	64	91	12
NOUVELLES INSCRIPTIONS				
1992	57	73	130	13
1993	66	57	123	23
1994	48	95	143	39
1995	37	129	166	18
1996	40	99	139	20
1997	40	96	136	21
1998	46	79	125	22
1999	38	59	97	22
2000	36	70	106	25

Tableau 11 – Données sur les effectifs étudiants en études féministes aux trois cycles, de 1986 à 2000

	Certificat ou mineure				Baccalauréat				Dipl. 2e c.
	Bishop's Min. / Dipl.	Concordia Cert. / Min.	Sherbrooke adm. susp. H-99	Total	Bishop's Option	Concordia Maj. et Spec.	McGill	Total	Laval
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)									
1986	2	18		20		45		45	
1987	4	24		28		36		36	
1988	0	19		19		36		36	
1989	0	13		13		59		59	
1990	2	18	11	31		67		67	
1991	1	19	10	30		87	1	88	
1992	8	17	9	34		86	0	86	
1993	7	30	9	46		109	2	111	
1994	10	26	7	43		118	1	119	15
1995	20	32	7	59		103	1	104	13
1996	20	34	11	65		84	4	88	15
1997	19	17	4	40	10	91	14	115	10
1998	11	27	7	45	10	85	15	110	8
1999	6	26	3	35	8	86	22	116	7
2000	10	24	0	34	8	69	14	91	14
DIPLÔMES DÉCERNÉS									
1990		1		1		7	1	8	
1991		0				9	0	9	
1992		0				9	1	10	
1993		0	1	1		14	0	14	
1994		3	5	8		14	0	14	
1995		1	2	3		9	0	9	2
1996	1	2	3	6		9	0	9	2
1997	0	1	2	3		12	1	13	3
1998	0	0	3	3	3	12	2	17	4
1999	10	0	3	13	3	9	3	15	2
2000	4	0	3	7	6	7	6	19	1
NOUVELLES INSCRIPTIONS									
1992	2	2	2	6		44		44	
1993	0	12	8	20		63		63	
1994	0	9	8	17		65	1	66	15
1995	2	11	6	19		50	0	50	8
1996	0	9	12	21		34	2	36	7
1997	1	8	5	14	3	38	3	44	7
1998	0	11	7	18	1	26	0	27	6
1999	0	7	0	7	1	42	2	45	7
2000	0	5	0	5	1	31	0	32	13

Tableau 12 — Données sur les effectifs des certificats ou mineures en études ethniques et culturelles (de 1986 à 2000)

Mineure ou certificats ¹					
	Laval	Laval	U de M	U de M	Total
	<i>ét. afric. ²</i>	<i>ét. autoc.</i>	<i>est-as.</i>	<i>latino-amé.</i>	
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)					
1986	15	5	29		49
1987	11	10	33		54
1988	8	11	30		49
1989	6	12	32		50
1990	13	12	36	13	74
1991	13	11	33	28	85
1992	16	27	36	41	120
1993	19	27	37	51	134
1994	13	17	39	44	113
1995	15	15	34	35	99
1996	10	20	27	38	95
1997	4	23	32	21	80
1998	12	17	27	26	82
1999	7	16	21	31	75
2000	4	17	15	24	60
DIPLÔMES DÉCERNÉS					
1990		4	11		15
1991	1	3	8	4	16
1992	0	1	10	6	17
1993	0	5	10	9	24
1994	1	5	7	13	26
1995	2	5	14	11	32
1996	1	3	6	7	17
1997	0	3	12	17	32
1998	0	5	17	10	32
1999	1	2	9	9	21
2000	0	2	5	7	14
NOUVELLES INSCRIPTIONS					
1992	13	29	25	38	105
1993	21	24	28	37	110
1994	9	13	31	30	83
1995	12	16	28	23	79
1996	7	18	18	28	71
1997	7	20	22	18	67
1998	12	11	23	18	64
1999	0	14	16	27	57
2000	0	15	17	15	47

Notes

- 1 Les effectifs des mineures de l'Université McGill ne sont pas disponibles.
- 2 Ce programme demeure en suspension d'admissions.

Tableau 13 Données sur les effectifs au baccalauréat et aux cycles supérieurs en études ethniques et culturelles (de 1986 à 2000)

	Baccalauréats/Majeurs (Majors/Honours)											Maîtrise ou Ph. D.			
	McGill	McGill	McGill	McGill	McGill	McGill	McGill	UdeM	UdeM	UdeM	UdeM	Total	McGill	McGill	Total
	<i>African Studies</i>	<i>Canadian Studies</i>	<i>East Asian Studies</i>	<i>Humanistic Studies</i>	<i>North Amer. Studies</i>	<i>Lat Amer/Carr Studies</i>	<i>Middle East Studies</i>	<i>Études est-as.</i>	<i>Bidisc. études est-as. et anthropo</i>	<i>Bidisc. études est-as. et histoire</i>	<i>Bidisc. études est-as. et géographie</i>		<i>East Asian Stud. maîtrise</i>	<i>East Asian Stud. doctorat</i>	
INSCRIPTIONS TOTALES (automne)															
1986	6	22	46	n.d.	72		6	27				179	17	2	19
1987	6	23	49	n.d.	72	10	8	35				203	18	5	23
1988	6	18	44	n.d.	68	10	6	40				192	16	8	24
1989	8	14	51	132	52	5	9	45				316	17	10	27
1990	8	14	62	113	58	10	12	61				338	17	12	29
1991	9	9	42	94	61	17	17	58				307	13	9	22
1992	10	15	48	106	66	23	14	63				345	7	8	15
1993	12	13	44	90	75	31	8	74				347	9	7	16
1994	9	15	50	113	72	30	7	70				366	12	6	18
1995	9	14	56	117	74	29	13	73				385	10	6	16
1996	10	11	54	106	67	24	15	59				346	13	5	18
1997	6	15	52	112	56	28	12	46				327	13	6	19
1998	5	14	54	97	33	25	7	51				286	13	5	18
1999	6	15	56	86	27	23	11	38	9	5	5	281	10	7	17
2000	4	21	56	89	24	19	4	43	13	9	3	285	12	12	24
DIPLÔMES DÉCERNÉS															
1990	1	3	15	n.d.	9	2	2	6				38	2	1	3
1991	1	5	23	n.d.	20	1	1	9				60	6	1	7
1992	3	4	19	n.d.	11	2	1	9				49	5	1	6
1993	1	4	15	35	20	6	5	15				101	2	1	3
1994	6	0	8	21	23	7	5	20				90	2	2	4
1995	3	5	16	29	18	9		14				94	?	1	1
1996		6	17	32	27	11	1	17				111	3	2	5
1997	7	2	17	35	26	10	2	17				116	3	1	4
1998	2	6	17	31	27	9	4	13				109	3	0	3
1999	1	4	13	39	11	4	2	14				88	2	1	3
2000	1	4	19	29	11	10	5	18	9			106	7	0	7
NOUVELLES INSCRIPTIONS															
1992	1	2	10	n.d.	5	8	4	28				58	2	1	3
1993	3	2	13	n.d.	6	5	3	38				70	3	1	4
1994	1	3	13	n.d.	3	7	2	37				66	7	1	8
1995		2	18	23	7	4	5	48				107	5	1	6
1996	2		15	20	4	4	4	28				77	6	2	8
1997	1		8	28	6	10	3	24				80	4	1	5
1998	2	2	19	16	3	6	2	35				85	5	1	6
1999	1	4	15	16	1	5	2	26	9	5	5	89	5	3	8
2000	n.d.	6	11	18	3	4	1	29	11	4	1	88	7	5	12

Tableau 14 – Crédits-étudiants au premier cycle à l'automne 2000

Unité académique Établissement	Crédits étudiants		
	Total (T)	Exogène (E) ¹	% (E/T)
Science politique			
Bishop's	365	n.d.	n.d.
Concordia	9687	3657	38
Laval	3588	774	22
McGill	14 832	8265	56
UdeM	7311	3354	46
UQAM	5697	1851	32
Anthropologie			
Laval	2850	642	23
McGill	8628	6252	72
UdeM	5403	1005	19
Sociologie et anthropologie			
Bishop's	535	n.d.	n.d.
Concordia	11 331	6648	59
Sociologie			
Laval	2373	1275	54
McGill	9129	5706	63
UdeM	2823	972	34
UQAM	6483	3384	52
Sciences humaines			
UQAC ²	9089	2350	26
UQAR	87	n.d.	n.d.
Sciences du loisir et de la communication sociale			
UQTR	4230	429	10
Applied Human Sciences			
Concordia	4848	1254	26
Études féministes			
Concordia	651	426	65

1 Crédits-étudiants générés par les étudiants d'autres départements, modules ou facultés (cours de service et autres cours).

2 Comprend les données de l'ensemble du Département.

Source: établissements universitaires

Tableau 15 – Informations sur les ressources professorales en science politique, sociologie et sciences sociales, anthropologie, sciences du loisir et études féministes

	Professeurs réguliers			Détenteurs de doctorat	Âge Moyen	60 ans et +	Contribution des chargés de cours		
	92	97	00				00	92	97
Science politique									
Bishop's	5	5	4	4	57	2	3	3	1
Concordia	21	13	19	11	48	2	42	44	25
Laval	30	30	28	26	52	5	2	0	0
McGill	23	22	21	20	50	7	8	1	n.d.
UdeM	28	23	25	25	49	3	4	5	9
UQAM	33	32	33	33	55	5	42	21	18
Total	140	125	130	119		24	101	74	53
Anthropologie									
Laval	20	20	18	17	56	4	2	1	1
McGill	14	13	13	13	55	3	n.d.	n.d.	n.d.
UdeM	21	22	22	22	56	5	6	5	9
Total	55	55	53	52		12	—	—	—
Sociologie et anthropologie									
Bishop's	4	5	5	5	50	0	4	6	7
Concordia	28	18	22	17	49	3	39	36	36
Total	32	23	27	22		3	43	42	43
Sociologie									
Laval	25	22	18	18	53	3	2	2	2
McGill	16	13	12	12	52	1	8	6	n.d.
UdeM	29	26	21	21	54	3	12	5	8
UQAM	33	33	31	27	55	8	43	32	33
Total	103	94	82	60		12	65	45	—
Sciences humaines									
UQAC ¹	10	11	6	5	50	1	0	7	12
UQAR ²	9	6	6	5	51	0	0	0	2
Total	19	17	12	10		1	0	7	14
Sciences du loisir et de la communication sociale									
UQTR	11	13	21	16	48	0	n.d.	n.d.	13
Applied Human Sciences									
Concordia	12	11	14	10	52	1	23	22	16
Études des femmes									
Concordia	3	3	2	2	51	0	4	9	8

¹ Seulement les professeurs liés directement aux programmes de sciences politiques ou de sciences sociales ou de développement régional

² Seulement les professeurs liés directement aux programmes d'études de sociologie et de développement régional

Tableau 16
Financement de la recherche et soutien des étudiants pour deux années académiques (1998-1999 et 1999-2000)

	Subventions d'organismes reconnus	Subventions d'autres organismes	Contrats	Grand Total (\$)	Soutien aux étudiants Charge de cours	Auxiliaires d'enseignement	Nb prof.
	98-99 et 99-00	98-99 et 99-00	98-99 et 99-00	98-99 et 99-00	2000	2000	2000
Science politique							
Bishop's	0	8281\$	0	8281	n.d.	n.d.	4
Concordia	94 885\$	45161\$	n.d.	140 046	1	69 750\$	19
Laval	1 530 990\$	28 198\$	152 043\$	1711231	0	233 886\$	28
McGill	511 721 \$	90 477\$	n.d.	602 198	n.d.	n.d.	21
UdeM	1 350 184\$	460 268\$	24 419\$	1834871	10	261 290\$	25
UQAM	1 769 387\$	52 038\$	231 864\$	2053289	3	176 583\$	33
Anthropologie							
Laval	905 972\$	80 227\$	191 976\$	1178175	1	50 862\$	18
McGill	184 983\$	49 252\$	n.d.	234 235	n.d.	n.d.	13
UdeM	1 021 208\$	20 773\$	121 576\$	1163557	13	163 109\$	22
Sociologie et anthropologie							
Bishop's	39 241\$	13 327\$	0	52568	n.d.	n.d.	5
Concordia	482 162\$	99 345\$	12 250\$	593757	n.d.	73 260\$	22
Sociologie							
Laval	674 523\$	38 384\$	90 505\$	803412	0	180 465\$	18
McGill	140 332\$	25 700\$	n.d.	166032	n.d.	n.d.	12
UdeM	1 355 334\$	589 146\$	157 651\$	2102131	7	181 147\$	21
UQAM	1 573 085\$	166 509\$	119 750\$	1859344	3	315 879\$	31
Sciences humaines							
UQAC	1 002 000\$	960 000\$	843 000\$	2805000	n.d.	n.d.	37
UQAR	247 934\$	228 995\$	239 168\$	716097	n.d.	114 376\$	6
Sciences du loisir et de la communication sociale							
UQTR	140 551\$	14 892\$	11 000\$	166443	0	n.d.	21
Applied Human Sciences							
Concordia	24 982\$	72 762\$	11 942\$	109686	1	17 800\$	14
Études des femmes							
Concordia (Inst. S. de Beauvoir)	42 800\$	31 100\$	0\$	73900	n.d.	n.d.	2

N.B. Les données de l'UdeM sur le soutien financier accordé aux étudiants (charges de cours et auxiliaires d'enseignement) concernent seulement l'année 1999-2000, car les données 1998-1999 ne sont pas disponibles.